



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 147 • NUMÉRO 161 • 2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le vendredi 12 décembre 2014

—
Présidence de l'honorable Andrew Scheer

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 12 décembre 2014

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1005)

[Traduction]

LOI SUR LE PARC URBAIN NATIONAL DE LA ROUGE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 25 novembre, de la motion portant que le projet de loi C-40, Loi concernant le parc urbain national de la Rouge, soit lu pour la troisième fois et adopté.

Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD): Monsieur le Président, je suis très heureuse de prendre la parole ce matin sur un sujet très important, la création du parc urbain national de la Rouge. Nous sommes à l'étape de la troisième lecture du projet de loi C-40, et je dois dire avec grand regret que mes collègues et moi ne l'appuierons pas. Bien que nous estimions extrêmement importante la création de ce premier parc urbain national, nous sommes très peiné de la manière dont les conservateurs s'y prennent. Nous croyons que le parc qu'ils proposent ne satisfait pas les attentes et les besoins.

Je suis très fière que ma circonscription, Parkdale—High Park, compte le plus grand parc de la ville de Toronto, le parc High. Il a été créé par les grands visionnaires John et Jemima Howard, qui ont établi des limites et des responsabilités claires pour ce parc. Tout en reconnaissant qu'il s'agirait d'un parc urbain polyvalent, ils ont beaucoup insisté pour en assurer la pérennité, afin que le public puisse l'utiliser librement et que son intégrité, son écologie et son environnement soient protégés.

Je tiens à remercier publiquement l'organisme Friends of High Park Nature Centre, qui assure l'intendance de ce magnifique joyau situé dans le secteur riverain de Toronto. Peu importe la saison de l'année, ce parc est vivement apprécié par les habitants de Toronto et les visiteurs de l'étranger qui s'y rendent pour observer la floraison des cerisiers au printemps, pour patiner sur l'étang Grenadier en hiver ou pour se livrer à d'autres activités sportives. C'est un merveilleux espace urbain.

Je tiens également à souligner que la circonscription de Parkdale—High Park est bornée à l'ouest par la rivière Humber. Il s'agit de la seule rivière du patrimoine canadien qui coule en milieu urbain. C'est un cours d'eau important sur les plans historique et écologique. Le bassin hydrographique de la rivière Humber longe les hautes terres, très au nord de Toronto. C'est un cours d'eau très important. Malheureusement, le gouvernement fédéral a compromis la protection de cette rivière en apportant des changements aux

mesures de protection de l'environnement. Plus précisément, la rivière Humber, à l'exception de son embouchure, n'est plus protégée par la Loi sur la protection de la navigation, et ne bénéficie plus de protections environnementales fédérales, ce qui est très préoccupant.

J'aimerais remercier mon collègue de York-Sud—Weston. Nous travaillons à réintégrer dans la Loi sur la protection de la navigation les mesures de protection visant la rivière Humber, parce qu'il s'agit d'un cours d'eau important. Nous croyons que la suppression de ces mesures témoigne d'un grand manque de vision. Nous ne ménageons aucun effort pour rétablir ces protections.

Lorsqu'on habite une ville qui recèle de tels trésors, on s'attend à ce que ceux-ci soient quelque peu différents, en raison de leur emplacement, de ceux que l'on trouve dans les sites patrimoniaux et les parcs situés en région très éloignées. Il est possible de se rendre à la rivière Humber ou à High Park en prenant le métro, dans le centre-ville de Toronto. C'est très différent de ce que l'on observe dans d'autres zones protégées.

Le parc urbain national de la Rouge serait certainement le plus grand parc de la ville. Ce serait l'un des plus grands parcs en Amérique du Nord, et le seul parc national accessible en transport en commun. C'est du jamais-vu. Le gouvernement essaie encore d'en délimiter le territoire, mais le territoire est déjà utilisé. On y trouve des exploitations agricoles, des lignes de transport d'électricité et des routes: il y a déjà des activités dans la région.

Comme à High Park, qui se trouve dans mon quartier, personne ne s'attend à ce que le nouveau parc offre des espaces sauvages encore vierges. Ce parc urbain n'en serait pas moins spécial.

Nous sommes tout à fait d'accord avec l'idée de créer plus de parcs, mais nous sommes encore plus convaincus de l'importance de protéger l'équilibre écologique des parcs nationaux. Nous devons bien faire les choses, et pour y arriver, nous devons adopter des lois environnementales solides qui tiennent compte du fait qu'il s'agit d'un parc urbain et qui font de l'écologie une priorité absolue.

Le parc urbain national de la Rouge offrirait de nombreuses richesses: il comporte différents écosystèmes ainsi qu'une forêt carolinienne, ce qui est rare. On y trouve également de nombreuses espèces en péril et beaucoup d'éléments du patrimoine agricole et culturel, comme un site historique national et les vestiges historiques de villages autochtones et de lieux fréquentés par les Autochtones, qui figurent parmi les plus anciens au Canada. C'est un endroit très spécial.

Puisque ce projet de loi porte sur la création du premier parc urbain national, il paverait la voie et servirait de modèle pour assurer la protection d'autres zones en milieu urbain. Il faut bien faire les choses. Ce projet de loi distinct a été créé uniquement pour ce parc. Contrairement aux pots-pourri de mesures législatives que constituent les projets de loi omnibus, nous avons l'occasion d'étudier ce nouveau projet de loi en détail.

Initiatives ministérielles

Force est de constater, hélas, qu'une fois le projet de loi C-40 adopté, le parc de la Rouge sera moins bien protégé que n'importe quel autre parc national du pays. En fait, les mécanismes qui assureront sa protection seront même plus faibles que ce qui est prévu dans le cadre provincial actuellement en vigueur. Malgré le contexte urbain, il aurait fallu améliorer ce cadre, pas l'affaiblir.

Pour tout dire, le gouvernement provincial ontarien refuse de transférer au gouvernement fédéral les terres nécessaires à la création du parc. Pourquoi? Parce qu'il est d'avis que ces terres seraient alors en danger. Il souhaite en fait qu'elles soient mieux protégées, pas moins bien, et il est convaincu que les mécanismes qu'il a mis en oeuvre sont plus efficaces. Voilà pourquoi il dit que, si c'est pour en compromettre l'intégrité écologique, il ne transférera pas les terres qui relèvent présentement de la province.

J'aimerais rappeler un élément important. La Loi sur les parcs nationaux du Canada dit déjà que:

[] la préservation ou le rétablissement de l'intégrité écologique par la protection des ressources naturelles et des processus écologiques sont la première priorité du ministre pour tous les aspects de la gestion des parcs.

C'est écrit noir sur blanc dans la loi qui régit les parcs.

Or, ce projet de loi irait à l'encontre de la loi, puisqu'il dit simplement que le ministre doit « prend[re] en considération » les écosystèmes du parc. Rien dans le texte dit que cet élément doit être prioritaire par rapport à quoi que ce soit d'autre.

Nous avons essayé d'amender le projet de loi. Nous avons proposé toute une série de modifications. L'une d'elles aurait entre autres précisé que, oui, le parc compte des fermes et que, oui, ces fermes sont là pour rester, mais que l'intégrité écologique du parc doit être respectée. Les conservateurs ont tout rejeté. Leur attitude est désolante.

Comme tous nos amendements ont été rejetés, nous avons dû créer notre propre projet de loi d'initiative parlementaire tendant à la création du parc national de la Rouge. Notre projet de loi lui associerait les mêmes mécanismes de protection que pour les autres parcs nationaux. Il a d'ailleurs obtenu l'appui de nombreux groupes environnementaux, résidents et groupes de citoyens. Je tiens d'ailleurs à saluer tous ces gens, parce qu'ils ont trimé dur et se sont battus pour que ce parc voie le jour. Maintenant, ils ont le coeur brisé de voir que le projet de loi du gouvernement va compromettre l'intégrité écologique de ces terres d'une immense valeur.

Nous avons dû créer notre propre projet de loi et y inscrire que nous souscrivons à la vision, aux objectifs et aux buts du parc de la Rouge et que nous souhaitons en préserver l'intégrité écologique.

Mon temps de parole est malheureusement écoulé, mais je répondrai avec plaisir aux questions.

• (1010)

M. Ted Hsu (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de commenter l'intervention de ma collègue. À mon avis, elle a raison de dire qu'il faut utiliser un langage très fort pour avoir un meilleur projet de loi, et ce n'est pas le cas du projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui. Il faut veiller à ce que l'intégrité écologique du parc national de la Rouge soit respectée, et il nous faut collaborer avec la province de l'Ontario pour que celle-ci puisse céder des terres afin de créer un bien plus grand parc. Protéger une plus grande zone et ne pas diviser des terres en petites parcelles est important. Il s'agit d'un facteur à prendre en considération pour protéger l'intégrité écologique et la capacité de différentes espèces de survivre aux fluctuations inévitables de n'importe quel type d'écologie.

Lorsqu'il prendra le pouvoir l'an prochain, le Parti libéral réglera les problèmes que comporte le projet de loi de sorte que nous puissions créer un meilleur parc national de la Rouge.

Je suis prêt à parier que les autres partis d'opposition seraient du même avis. Il n'y a aucune raison particulière de faire preuve de partisanerie aujourd'hui, mais je demanderais à ma collègue de dire ce qu'elle en pense. Je sais qu'elle a parlé d'un projet de loi d'initiative parlementaire. Il ne sera probablement pas adopté au cours de la présente législature, mais ma collègue du NPD souhaiterait peut-être dire ce que le NPD ferait s'il venait à former le prochain gouvernement.

• (1015)

Mme Peggy Nash: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Kingston de sa question. Je suis d'accord avec la plupart de ses observations, sauf celle selon laquelle les libéraux remporteraient les prochaines élections fédérales. Je ne suis pas d'accord avec cela.

Lorsque les néo-démocrates formeront le prochain gouvernement, nous veillerons notamment à faire de l'environnement un dossier prioritaire. Notre chef est un ancien ministre de l'Environnement. C'est une priorité clé de notre parti, et nous ferons en sorte que nos parcs nationaux soient protégés.

Ce que nous avons prévu dans le projet de loi d'initiative parlementaire est ce que nous présenterions si nous étions au pouvoir. Nous adopterions la vision, les buts et les objectifs du parc de la Rouge. Nous renforcerions et mettrions en oeuvre le cadre actuel des politiques de protection de l'environnement, nous protégerions les terres saines et viables d'une superficie de 100 km² pour ce parc et nous restaurerions un système durable et intégré au patrimoine naturel. D'autres mesures sont également prévues dans le projet de loi d'initiative parlementaire.

Je me contenterai de dire que les Canadiens connaissent la position des néo-démocrates en matière d'environnement. Ils peuvent compter sur nous pour protéger notre réseau de parcs nationaux.

[Français]

Mme Hélène LeBlanc (LaSalle—Émard, NPD): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours.

Dans la région de Montréal, nos multiples parcs urbains ne sont pas vraiment interreliés, et il n'y a malheureusement pas beaucoup de sites naturels.

Cependant, il y a quand même des lieux particuliers, notamment dans ma circonscription, qui longe le fleuve Saint-Laurent. Par exemple, il y a les rapides de Lachine et un parc adjacent qui s'appelle le parc des Rapides.

L'initiative du parc de la Rouge m'interpelle beaucoup, car il faut penser à la protection à long terme de ces lieux particuliers, qui seront aussi des écoles à ciel ouvert. Cela permettra notamment aux populations urbaines d'avoir accès à la nature et à des centres d'interprétation de ces lieux particuliers de richesse écologique et patrimoniale.

La députée voudrait-elle parler de l'importance d'un parc comme le parc de la Rouge pour la grande région de Toronto?

Mme Peggy Nash: Monsieur le Président, je remercie ma collègue, qui soulève une question très importante.

Initiatives ministérielles

Dans mon comté, dans High Park, il y a justement une école à ciel ouvert. Cela est très important pour les enfants qui habitent en ville. Souvent, les gens n'ont pas les moyens d'aller en vacances à Muskoka, car cela coûte très cher. Alors, pour les enfants, cette école à ciel ouvert est une occasion d'apprendre l'importance de la préservation de la nature.

Récemment, j'ai participé à une promenade dans un parc afin d'observer les chauve-souris, et c'était si important et si intéressant pour les enfants. En effet, il est très important de préserver l'écologie non seulement pour le présent, mais aussi pour l'avenir de nos enfants.

[Traduction]

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège pour moi d'appuyer la création du parc urbain national de la Rouge, qui constitue une réalisation historique qui fera la fierté de tous les résidents du Grand Toronto, des Ontariens et de l'ensemble des Canadiens. La création de ce parc est un élément important du Plan national de conservation du gouvernement, qui vise à conserver la nature et à la remettre en état afin de donner aux Canadiens l'occasion de découvrir le vaste patrimoine naturel du pays. Cette grande première canadienne est l'exemple le plus récent des travaux de conservation avant-gardistes réalisés depuis plus d'un siècle par Parcs Canada en vertu d'une vision qui avait été établie à l'origine par sir John A. Macdonald.

En 1911, le Canada est devenu le premier pays au monde à se doter d'un service de parcs nationaux. À l'époque, il s'appelait la Division des parcs du Dominion. Aujourd'hui, on compte près de 100 services de parcs nationaux à l'échelle mondiale. Le Canada est reconnu comme ayant l'un des réseaux de parcs nationaux les plus vastes et les meilleurs au monde. Qui plus est, le Canada protège plus d'acres de terres et d'aires patrimoniales gérées par le gouvernement fédéral que tout autre pays du monde.

Récemment, le gouvernement a ajouté deux joyaux importants à la riche famille canadienne de parcs nationaux: la réserve à vocation de parc national de l'Île-de-Sable, qui a été créée en 2013, en Nouvelle-Écosse, ainsi que la réserve à vocation de parc national Nàáts'ihch'oh, dans les Territoires du Nord-Ouest, qui fait l'objet du projet de loi S-5 actuellement à l'étude au Parlement.

Ces initiatives constituent d'importants mécanismes de protection pour les écosystèmes dunaires rares dans l'Atlantique et plusieurs espèces en péril dans le Nord, comme le caribou des bois et le grizzli.

En 2009, en partenariat avec les Premières Nations environnantes, le gouvernement a posé le plus grand geste de conservation au pays depuis une génération en sextuplant la superficie de la réserve de parc national Nahanni, maintenant à peu près comparable à celle de la Suisse. Aujourd'hui, par l'intermédiaire du projet de loi C-40, le gouvernement réaffirme une fois de plus son engagement de longue date à protéger le patrimoine canadien. Par la création du parc urbain national de la Rouge, le gouvernement poursuit l'oeuvre de la multitude de groupes communautaires et de particuliers passionnés et dévoués qui ont fait don de leur temps, sans jamais ménager leurs efforts, pour protéger ce secteur. C'est rendre hommage à ce qu'ils ont accompli que de mettre à profit l'expertise de Parcs Canada aux abords de la Rouge dans le but de concevoir un tout nouveau genre d'aire protégée, adaptée à son environnement urbain, et d'ainsi redéfinir les normes de protection des zones urbaines protégées aux quatre coins du monde.

Je dirais aux députés que la désignation du parc urbain national de la Rouge instaurera des normes nouvelles et différentes de celles employées pour les parcs nationaux actuels. Notre approche audacieuse et innovante établira un nouveau précédent en matière de protection, car il assurera la préservation des ressources non seulement naturelles, mais aussi culturelles et agricoles du parc.

L'opposition a présenté des motions d'amendement au projet de loi C-40, mais beaucoup portaient du principe erroné que le concept de l'intégrité écologique pouvait ou devait s'appliquer au parc national de la Rouge. Plusieurs témoins ont dit au comité que ce concept ne convient pas au parc national urbain de la Rouge. Outre le fait que 75 % de la superficie du parc n'est plus à l'état sauvage, ce concept est inapplicable parce que le parc est situé à proximité d'un grand centre urbain. Certains amendements proposés par l'opposition auraient posé problème aux agriculteurs et aux Premières Nations et auraient nui aux éléments culturels qui se trouvent dans le parc. S'il fallait administrer le parc de la Rouge comme on administre les parcs nationaux, on pourrait être obligé d'exproprier des agriculteur qui gèrent ces terres de façon responsable depuis plus d'un siècle. L'opposition ne semble pas comprendre les considérations pratiques qui découlent de la création de ce nouveau parc urbain. Elle ne se rend pas compte que c'est en mettant en oeuvre une approche nouvelle et différente qu'on protégera le mieux ces terres.

Je tiens à ce que les députés et les Canadiens sachent à quel point les mesures de protection que nous avons prévues sont rigoureuses. La Loi sur le parc urbain national de la Rouge protégerait de façon particulière une multitude d'espèces végétales et animales. Ces mesures de protection exceptionnelles s'appliqueraient aussi aux espèces en voie de disparition ou menacées, qui, pour la première fois, seraient rigoureusement protégées par la Loi sur les espèces en péril. Toutes les espèces végétales et animales en voie de disparition ou menacées, qu'elles soient terrestres ou aquatiques, seraient protégées. De plus, il serait strictement interdit de tuer, de blesser, de harceler ou de détenir des espèces en voie de disparition ou menacées, ainsi que de détruire leur habitat.

Parcs Canada s'appuierait sur son expertise mondialement reconnue pour préserver, surveiller et, si possible, rétablir les divers habitats dont dépendent les 1 700 espèces végétales et animales que compte le parc. Les mesures prévues permettraient de préserver et, dans bien des cas, d'accroître la diversité des espèces indigènes du parc.

• (1020)

L'information recueillie dans le cadre des activités de surveillance des écosystèmes serait utilisée pour rendre compte de leur état et de l'état de leurs divers éléments et pour prendre les meilleures décisions de gestion possibles pour améliorer la santé des écosystèmes des divers espaces naturels, culturels et agricoles du parc.

Les principaux objectifs de gestion pour le parc urbain national de la Rouge seraient d'améliorer, d'abriter et de relier les habitats d'un large éventail d'espèces. L'interconnexion des habitats augmentera la résilience des populations fauniques et leur permettra de se déplacer librement dans le parc. Parcs Canada examinerait aussi des approches scientifiques rigoureuses et innovantes pour contenir et éliminer les espèces invasives non indigènes.

Initiatives ministérielles

Les mesures de protection proposées par le gouvernement pour la Rouge vont bien plus loin. Mettant à contribution ses nombreuses années d'expérience, Parcs Canada collabore avec les propriétaires fonciers, les intervenants locaux et les gouvernements à l'amélioration de la qualité et de la connectivité des habitats, deux domaines d'intervention sur lesquels les efforts actuels ne portent pas.

Même si le parc urbain national de la Rouge n'existe pas encore officiellement, le gouvernement a déjà réalisé plusieurs gains environnementaux et écologiques importants pour cet espace, ayant notamment aidé le jardin zoologique de Toronto à introduire dix jeunes tortues mouchetées, une espèce en voie de disparition, dans la Rouge en juin. Nous avons aussi travaillé récemment avec la Ville de Toronto à la construction d'un passage visant à permettre aux grenouilles, aux crapauds et aux salamandres rares de traverser en toute sécurité une voie de circulation dans le parc. Nous travaillons avec les agriculteurs du parc à l'assainissement de ruisseaux et à l'amélioration des zones humides du parc.

Parcs Canada collaborera avec les autres ordres de gouvernement responsables du réseau routier pour rehausser la connectivité des habitats en ajoutant des ponceaux et en améliorant ceux qui existent déjà et, à l'avenir, en trouvant des moyens innovateurs d'améliorer la circulation des animaux sauvages afin qu'une multitude d'espèces puissent se déplacer plus librement dans le parc.

Pour la première fois de l'histoire de la Rouge, les gardiens très réputés de Parcs Canada assureront l'application de la loi tout au long de l'année dans le parc urbain national de la Rouge. Ces gardiens auront tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en application dans le parc un ensemble de règles et de règlements clairs. Grâce au niveau de protection sans précédent des ressources naturelles, culturelles et agricoles du parc qu'ils permettront d'assurer et aux dispositions clairement énoncées dans le projet de loi C-40, Parcs Canada disposera des outils et des ressources juridiques nécessaires afin d'imposer des amendes et des pénalités sévères pour des infractions qui sont commises depuis longtemps dans le parc. On pense notamment à la pollution, au déversement de déchets, au braconnage, au harcèlement des animaux sauvages ainsi qu'à l'enlèvement illégal de plantes, de fossiles et d'objets.

La protection du patrimoine naturel du parc de la Rouge et l'amélioration de la santé des écosystèmes offertes par le gouvernement respectent et même dépassent les mesures de protection qui sont en place actuellement. Cependant, il est très important de souligner que les mesures de protection juridiques et stratégiques prévues par le gouvernement iraient au-delà du patrimoine national et s'appliqueraient aussi au riche patrimoine culturel et agricole du parc. Le gouvernement protégerait les terres agricoles du parc urbain national de la Rouge, qui représentent environ 62 % de la zone d'étude de celui-ci.

La York Federation of Agriculture représente 700 agriculteurs de la région. La directrice de la fédération, Kim Empringham, a témoigné récemment au Comité permanent de l'environnement et du développement durable. Elle a dit que les agriculteurs du parc urbain national de la Rouge sont issus de ces mêmes familles qui s'occupent de la terre et produisent des aliments pour les Ontariens depuis 200 ans. Elle a également dit que les agriculteurs du parc appliquent des plans agro-environnementaux misant sur les pratiques optimales pour assurer la gouvernance continue des terres agricoles qu'ils cultivent depuis des générations.

Les terres agricoles remplissent différentes fonctions: production alimentaire, séquestration du carbone, régulation du climat, amélioration de la qualité de l'air, habitat faunique, fonctions hydro-

logiques, réapprovisionnement de la nappe souterraine et zone tampon pour la protection des composantes du patrimoine naturel.

Le gouvernement est pleinement déterminé à collaborer avec les agriculteurs, les institutions universitaires et d'autres experts afin de réaliser tous les gains possibles en matière de conservation, et à travailler avec les agriculteurs pour élaborer les pratiques agricoles les mieux adaptées au parc, de manière à promouvoir et à accroître la biodiversité dans le parc de la Rouge. En adoptant une approche globale en matière de préservation de la biodiversité tout en assurant le dynamisme du secteur agricole local, le gouvernement contribuerait davantage à mettre en place les normes les plus rigoureuses de l'histoire du parc de la Rouge afin de protéger l'agriculture et la nature.

Ian Buchanan, gérant des forêts de la municipalité régionale d'York, a également témoigné devant le Comité permanent de l'environnement et du développement durable. Il a dit que, lorsqu'il s'agit de maintenir un environnement sain, les agriculteurs font partie de la solution. Je le cite:

Si on ne reconnaît pas que le milieu agricole est aux premières lignes de la protection de l'environnement, on fait fausse route.

Mike Whittamore cultive des fruits et des légumes sur une grande terre de 220 acres situé à Markham, dans la vallée de la rivière Rouge. Lorsqu'il a témoigné au comité, il a dit que le projet de loi C-40 et l'ébauche du plan directeur du parc urbain national de la Rouge énoncent clairement l'importance de l'agriculture dans ce parc.

●(1025)

Le plan montre que l'agriculture, la culture et la nature contribuent de manière importante et égale au dynamisme d'un parc urbain. L'agriculture peut donc contribuer à l'atteinte des futurs objectifs du parc urbain national de la Rouge.

Dans le cadre de sa démarche de conservation, le gouvernement cernerait des valeurs relatives au patrimoine culturel et des possibilités partout dans le parc de la Rouge, en plus d'établir des priorités en matière de conservation. Nous allons également explorer des façons de conserver, de rénover ou de donner une nouvelle vie à certains éléments négligés du patrimoine bâti, dont de vieilles granges et maisons de ferme.

Parcs Canada continuera à travailler de concert avec les Premières Nations et les collectivités locales pour que d'importants sites et bâtiments patrimoniaux soient honorés et protégés. Nous nous engageons également à prendre des mesures efficaces pour préserver le lieu historique national de la Colline-Bead et l'événement d'importance historique nationale qui a lieu à la piste du Portage de Toronto.

Par son approche holistique et son engagement à l'égard de la conservation et de l'interprétation de l'histoire et du patrimoine culturel de la Rouge, le gouvernement sera en mesure de fournir un niveau de protection jamais égalé dans l'histoire de ce site.

Je tiens aussi à préciser clairement les activités qui seront interdites dans le parc urbain national de la Rouge. Ainsi, la chasse, l'exploitation minière, l'exploitation forestière et l'extraction d'agrégats de minéraux seront interdites dans le parc urbain national de la Rouge, ce qui est tout à fait à l'opposé de ce qui a déjà été permis et est encore permis aujourd'hui sur certaines terres régionales. Les mesures de protection ainsi offertes seront donc plus strictes et plus claires que celles en vigueur à l'heure actuelle. De fortes amendes sont prévues, et nous pourrions compter sur un effectif complet de gardiens de parc, qui feront respecter la loi afin de lutter contre ces activités interdites et dommageables.

Initiatives ministérielles

La Loi sur le parc urbain national de la Rouge prévoit également que le gouvernement du Canada ne pourra ni céder ni vendre des terres pour des projets de développement privés. Afin de respecter les exigences provinciales et municipales actuelles et futures, le projet de loi C-40 établira le cadre législatif requis dans un contexte urbain. Ce cadre permettra à Parcs Canada de gérer et de protéger efficacement le parc, et il permettra aussi de tenir compte des besoins futurs en matière d'infrastructure, comme les services publics ou les corridors de transport.

Le projet de loi prévoit que pas plus de 200 hectares de terres pourront être retranchés et confiés à d'anciens propriétaires fonciers. Aucune autre forme de disposition n'est autorisée, un point c'est tout.

Sous la judicieuse intendance de Parcs Canada, le gouvernement gèrera les ressources naturelles, culturelles et agricoles du parc de la Rouge, de manière à protéger les écosystèmes naturels et les paysages culturels du parc, ainsi qu'à préserver les espèces sauvages indigènes et la santé de ces écosystèmes, tout en garantissant au parc — je veux que ce soit bien clair — un niveau de protection que les lois, les politiques ou les pratiques en vigueur n'ont pas pu offrir auparavant.

Grâce à ce projet de loi solide et cohérent, qui vise à créer le parc national urbain de la Rouge, les terres de la Rouge seraient protégées de façon définitive pour que de nombreuses générations de Canadiens puissent en profiter, maintenant et à l'avenir.

C'est pour ces excellentes raisons que j'invite tous les députés à la Chambre à appuyer pleinement le projet de loi C-40 à l'étape de la troisième lecture.

Monsieur le Président, au nom de tous les habitants de la circonscription de Prince George—Peace River, j'aimerais profiter de l'occasion pour vous souhaiter un joyeux Noël.

● (1030)

[Français]

Mme Hélène LeBlanc (LaSalle—Émard, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue conservateur de son discours.

En fait, le projet de loi C-40, Loi concernant le parc urbain national de la Rouge, est vraiment innovateur, car c'est la première fois au Canada qu'on propose un parc urbain. J'aimerais que mon collègue me rassure, car certains aspects du projet de loi semblent donner au ministre un pouvoir assez discrétionnaire concernant la conservation de l'intégrité du parc. J'aimerais qu'il parle de cela. En effet, l'opposition officielle se demande si les décisions sur l'intégrité et la conservation du parc national urbain de la Rouge ne seront pas mises entre les mains du ministre. Le député a aussi parlé de l'agriculture. Cela permettra-t-il de réellement conserver l'intégrité de ce parc national? Accorderait-on un pouvoir discrétionnaire trop grand au ministre en ce qui a trait au parc urbain national de la Rouge?

[Traduction]

M. Bob Zimmer: Monsieur le Président, chacun des ministres a de grandes responsabilités à l'égard du ministère qui lui est confié et la ministre de l'Environnement ne fait pas exception.

Il est erroné d'affirmer qu'on appliquera à ce parc national des règles moins rigoureuses. Comme je l'ai indiqué dans mon allocution, la ministre se préoccupe vraiment de l'environnement et de la protection de la Rouge. C'est pourquoi nous allons de l'avant, au moyen de protections qui ne sont pas déjà en place.

La ministre et le gouvernement vont de l'avant. Nous protégerons le parc national de la Rouge comme il se doit.

● (1035)

M. Adam Vaughan (Trinity—Spadina, Lib.): Monsieur le Président, j'ai déposé à la Chambre une pétition à ce sujet. Les pétitionnaires se plaignaient de l'absence de consensus entre la province et le gouvernement fédéral à l'égard de ce projet. Ils soulignaient le manque de transparence et de reddition de comptes qui entoure un problème précis, en l'occurrence celui d'un ruissellement agricole qui se déverse dans une rivière qui se jette dans le lac Ontario, d'où provient l'eau potable de presque tous les habitants du Sud de l'Ontario.

Le gouvernement provincial a été clair. Il n'acceptera pas ce projet tant que nous n'aurons pas déterminé comment l'agriculture sera protégée et gérée, et comment ce projet sera bénéfique à l'écologie non seulement du parc, mais de tout le Sud de l'Ontario. Le gouvernement affirme que tout se déroule au grand jour, mais nous recevons de nombreuses pétitions indiquant que ce processus a avancé trop rapidement, sans le consentement du gouvernement provincial.

Quand le gouvernement fédéral parlera-t-il avec la première ministre de l'Ontario, les Ontariens et les résidents directement touchés par cette décision? Quand s'assurera-t-il qu'on respecte les principes écologiques les plus rigoureux et qu'on aménage le parc le plus étendu possible?

M. Bob Zimmer: Monsieur le Président, je suis certain que la première ministre de la province et le premier ministre se rencontreront prochainement. Il va toutefois de soi que le gouvernement ontarien et le gouvernement fédéral ne parviendront pas à s'entendre sur certains points. Je crois que nos points de vue divergent à plusieurs égards. C'est tout ce que je peux dire à ce sujet-là.

Nous voulons aller de l'avant et aider les agriculteurs à garder leurs acquis, comme je l'ai dit dans mon intervention. Voilà maintenant 200 ans que des agriculteurs cultivent la terre dans cette région. Le gouvernement est d'avis, et l'a prouvé en comité, que les agriculteurs non seulement cultivent la terre, mais favorisent l'équilibre écologique du parc.

Nous prendrons les mesures qui s'imposent, et nous espérons que le gouvernement de l'Ontario nous emboîtera le pas.

M. Royal Galipeau (Ottawa—Orléans, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Prince George—Peace River pour sa passion pour les parcs nationaux. Je constate notamment qu'il comprend l'importance du couvert forestier en milieu urbain.

Je ne veux pas me faire du capital politique à bon marché, mais je tiens à lui poser la question suivante. Le député pense-t-il que le parc serait mieux protégé si l'on adoptait le projet de loi que si l'on gardait le statu quo?

M. Bob Zimmer: Absolument, monsieur le Président. C'est la raison pour laquelle nous avons présenté cette mesure législative. Elle protégera le parc national de la Rouge et, notamment, le couvert forestier dans la région de Toronto, et je pense que la plupart des Canadiens nous en remercieront.

Initiatives ministérielles

Par exemple, le parc Stanley et d'autres régions de la province d'où je viens ont été protégés, et les gens sont encore ravis de pouvoir en profiter. C'est grâce aux gouvernements, y compris le nôtre, qui ont fait adopter des lois comme celle-ci pour créer des parcs et contrer l'étalement urbain, qui ont collaboré avec les agriculteurs des régions touchées et qui ont pris des mesures pour mieux protéger nos parcs nationaux.

[Français]

Mme Sadia Groguhé (Saint-Lambert, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Il a mentionné qu'à l'issue de ce projet de loi, Parcs Canada pourrait assurer une gestion très constructive et positive du parc. Il a omis de mentionner qu'en 2012 les conservateurs avaient annoncé des compressions de 29 millions de dollars au financement de Parcs Canada, ce qui a entraîné la disparition de plus de 600 postes et a réduit du tiers la capacité scientifique de Parcs Canada.

Ma question est simple: comment mon collègue peut-il croire véritablement à l'engagement de son gouvernement pour une gestion efficace du parc lorsque des compressions aussi énormes ont lieu?

[Traduction]

M. Bob Zimmer: Monsieur le Président, la députée me sert une question sur un plateau.

Les députés de l'opposition n'arrêtent pas de répéter que nous sabrons le financement des parcs. Or, dans le Plan d'action économique de 2012, le gouvernement du Canada a annoncé un financement de 143,7 millions de dollars sur 10 ans pour l'aménagement du parc et les opérations provisoires, et une somme de 7,6 millions de dollars par année par la suite pour le budget de fonctionnement. C'est la preuve irréfutable qu'il y aura suffisamment de fonds et que nous avons prévu les ressources nécessaires pour garantir que le parc de la Rouge s'implante et soit adéquatement protégé.

• (1040)

M. David Yurdiga (Fort McMurray—Athabasca, PCC): Monsieur le Président, le discours du député de Prince George—Peace River était instructif. C'est vraiment un projet sans précédent. Quels sont les avantages de créer un parc urbain national au lieu d'un parc traditionnel?

M. Bob Zimmer: Monsieur le Président, c'est une excellente question de la part d'un excellent député.

Je l'ai expliqué dans mon discours. La principale différence, c'est que le parc urbain tiendra compte de certaines activités qui existent depuis 200 ans, comme l'agriculture, tout en interdisant d'autres activités, comme l'exploitation minière, qui sont moins écologiques.

Il reconnaît les corridors de transport existants. Il honore l'agriculture, une activité exercée dans la région depuis 200 ans. Il est unique, en ce sens qu'il donne un peu de marge de manoeuvre environnementale pour permettre l'exploitation, tout en protégeant le parc dans le meilleur sens du terme.

[Français]

Mme Hélène LeBlanc (LaSalle—Émard, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur la réponse que le député conservateur a faite à ma collègue de Saint-Lambert concernant le fameux budget de 391 millions de dollars.

En fait, c'est du rattrapage, mais il se fait au compte-goutte. En effet, Parcs Canada a été sous-financée pendant des années, les infrastructures sont vieillissantes et le gouvernement fait une petite

injection pour essayer de ranimer un malade qui est peut-être dans un état critique.

Selon le *Globe and Mail*, Parcs Canada est en difficulté, parce qu'elle aurait besoin de 2,8 milliards de dollars pour faire faire des travaux qui avaient été reportés. Ce sous-financement chronique menace la capacité de Parcs Canada à accomplir son mandat.

J'aimerais que le député commente le fait que Parcs Canada aurait besoin de beaucoup plus que 391 millions de dollars pour pouvoir accomplir son vaste mandat, qui englobe non seulement l'infrastructure, mais également la recherche scientifique, la conservation, la préservation et l'éducation.

[Traduction]

M. Bob Zimmer: Monsieur le Président, les fonds ne sont pas alloués au compte-goutte. Si je demandais aux gens de Prince George—Peace River si 143,7 millions de dollars équivaut à une allocation au compte-goutte, je pense qu'ils resteraient bouche bée.

Bien sûr, 143,7 millions de dollars et 7,6 millions de dollars par la suite pour le parc de la Rouge, ce n'est pas une allocation au compte-goutte. C'est une somme importante. La plupart des Canadiens travaillent fort pour ces deniers publics. Nous voulons les utiliser et les dépenser de manière responsable. C'est ce que nous faisons avec le parc national urbain.

M. Tyrone Benskin (Jeanne-Le Ber, NPD): Monsieur le Président, c'est un plaisir d'intervenir au sujet du projet de loi C-40. Je ne comptais pas participer au débat puisqu'il concerne la région urbaine de Toronto. Cependant, comme l'a mentionné ma collègue, nous avons un certain nombre de parcs urbains. Même s'ils ne sont pas interreliés entre eux comme ce qu'on propose pour le parc de la Rouge, nous reconnaissons combien il est important que les citoyens aient accès à des espaces verts urbains.

Plus ça change, plus c'est pareil. Par exemple, les conservateurs veulent nous faire croire qu'ils sont maintenant des défenseurs de l'environnement, qu'ils en sont devenus soucieux du jour au lendemain. Ils ont présenté le projet de loi C-40, la Loi concernant le parc urbain national de la Rouge; j'expliquerai plus tard son caractère paradoxal. Le gouvernement conservateur nous demande sans cesse d'appuyer les grands principes sur lesquels reposent ses projets de loi sans faire attention aux pilules empoisonnées qu'ils contiennent.

Avant de continuer, monsieur le Président, je voulais vous dire que je partagerai mon temps de parole avec ma chère collègue, la députée de Newton—Delta-Nord.

Les conservateurs se plaisent à répéter, comme dans ce cas-ci, que les députés néo-démocrates s'opposent à la création de parcs. Ils disent que nous nous opposons à toutes sortes de choses, que nous votons contre leurs mesures. Ils passent sous silence un détail important, cependant, soit que les mesures raisonnables et parfois même intéressantes que propose le gouvernement sont enfouies dans des projets de loi nuisibles et parfois médiocres. Elles sont inextricablement liées à des documents de 500 pages, et un seul vote ira modifier plus de 200 lois sur la protection de l'environnement.

Honnêtement, on ne peut pas confier la gestion de nos parcs aux conservateurs. Il est clair qu'ils ne croient ni à la conservation ni à la surveillance scientifique, ce qui compromet l'intégrité écologique de nos parcs nationaux.

Initiatives ministérielles

Comme une de mes collègues l'a mentionné plus tôt, en 2012, les conservateurs ont réduit le budget de Parcs Canada de 29 millions de dollars, entraînant l'élimination de plus de 600 postes. Parcs Canada a perdu un tiers de sa capacité de recherche scientifique.

J'ai entendu mon collègue d'en face dire qu'allouer environ 120 millions de dollars, ce n'est pas allouer des fonds au compte-gouttes. C'est vrai que c'est beaucoup d'argent, mais est-ce suffisant? Une réduction de 29 millions de dollars a entraîné la perte de 600 postes et d'un tiers de la capacité de Parcs Canada dans le domaine de l'exploration scientifique et écologique, ce qui est dommageable. Il y a 600 employés de moins pour aider et guider les Canadiens dans nos parcs. Par conséquent, les parcs ouvrent leurs portes plus tard dans la saison et les ferment plus tôt, ce qui limite l'accès des Canadiens aux parcs. Les moyens réduits affectés à la recherche scientifique signifient que nous devons réagir aux risques écologiques et aux maladies qui peuvent sévir dans nos parcs, plutôt que de faire de la prévention. Nous en sommes inquiets.

Le projet de loi C-40, Loi concernant le parc urbain national de la Rouge, n'a même pas l'aval du gouvernement de l'Ontario, qui refuse de céder au gouvernement fédéral les terrains devant former le parc, car la nouvelle loi affaiblirait environ 11 lois qui protègent actuellement l'endroit en question, notamment la loi sur les parcs provinciaux et les réserves de conservation de l'Ontario.

• (1045)

La loi ontarienne a pour but de:

[...] protéger de façon permanente un réseau de parcs provinciaux et de réserves de conservation qui comprend des écosystèmes représentatifs de toutes les régions naturelles de l'Ontario, qui protège les éléments du patrimoine naturel et culturel de l'Ontario dont l'importance est reconnue à l'échelle de la province, qui maintient la biodiversité et qui offre des possibilités d'activités récréatives compatibles et durables sur le plan écologique.

Le projet de loi C-40 ne nous permettrait pas d'assurer cette protection. Elle n'épouse pas les solides principes de conservation qui sous-tendent la législation actuelle. En fait, tel qu'il est rédigé, le projet de loi C-40 menace l'équilibre et l'intégrité écologiques de la rivière Rouge.

Il me semble que notre travail consiste à prendre les bonnes décisions, mais on dirait que ce n'est pas le cas avec le gouvernement actuel, qui a tendance à agir précipitamment et à fabriquer des projets de loi aux titres ronflants, qu'il accompagne d'expressions accrocheuses, plutôt que de présenter des projets de loi substantiels. Lorsque le gouvernement de l'Ontario, avec lequel le gouvernement fédéral est censé collaborer, affirme que ce projet de loi ne peut pas marcher, les conservateurs doivent écouter.

Dans beaucoup de dossiers, le gouvernement n'écoute pas suffisamment, y compris devant les tribunaux, où ses dispositions sur les peines minimales obligatoires ont été invalidées à maintes reprises. Dans le cas présent, le gouvernement a créé un projet de loi qui est censé protéger un parc, mais qui a pour effet, en réalité, de menacer l'intégrité du secteur que le gouvernement dit vouloir protéger.

Si le gouvernement souhaite créer un espace dont les Canadiens d'aujourd'hui et de demain pourront profiter, et s'il veut protéger les milliers d'espèces formant la faune et la flore de la rivière Rouge, alors pourquoi ne laisse-t-il pas tomber ce projet de loi de façade en faveur des idées et du raisonnement des néo-démocrates? Pourquoi n'appuie-t-il pas le projet de loi que le NPD présentera bientôt à la Chambre, qui propose de collaborer avec la province pour créer l'environnement que les Canadiens et leurs collectivités désirent? Comme je l'ai dit, le projet de loi du NPD répondra à ces questions.

Le projet de loi à l'étude ne va pas assez loin et, je le répète, nuit à l'intégrité du parc.

Notre rôle de législateur consiste à rédiger des lois sérieuses qui font progresser notre société. Il est honteux de voir les conservateurs rater tant d'occasions de présenter des projets de loi de fond, en proposant plutôt des mesures législatives clientélistes et sans substance.

L'hon. John Baird: Mais où est passé l'esprit du temps des Fêtes?

M. Tyrone Benskin: Il est ici, bien présent.

Il y a un élément du projet de loi dont j'aimerais parler. Selon le projet de loi dans sa forme actuelle, il suffit de prendre en considération les questions liées à la conservation ou à l'environnement lors de toute décision prise en vertu du projet de loi, alors qu'à l'heure actuelle, on souligne que la priorité doit être accordée à l'incidence que toute décision pourrait avoir sur la conservation. Voilà qui est essentiel.

Règle générale, l'approche généraliste du gouvernement est fondée sur l'idée que les Canadiens ne s'intéressent pas aux détails, mais ce détail revêt une importance cruciale. En vertu de ce projet de loi, la conservation ne sera plus de la plus haute importance dans le cadre du processus décisionnel, on se contentera de la prendre en considération. Le projet de loi affaiblirait les protections environnementales existantes et créerait un dangereux précédent qui pourrait avoir des répercussions sur la création de nouveaux parcs. Le gouvernement présente toujours des idées générales, mais les Canadiens s'intéressent au contenu du projet de loi. Lorsqu'un projet de loi modifie les lois existantes de façon à ce que la conservation ne soit plus qu'un aspect parmi tant d'autres, au lieu d'une priorité absolue, il y a un problème.

• (1050)

Voilà qui conclut mon intervention.

M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales, PCC): Monsieur le Président, ce sont de curieux commentaires de la part d'un député dont la circonscription, si je ne me trompe pas, est située près de Montréal. Il faut se rappeler que c'est le gouvernement conservateur qui a rendu aux agriculteurs les terres qu'on leur avait enlevées pour créer l'aéroport de Mirabel.

Les députés ne sont pas sans savoir qu'on a exproprié les agriculteurs, il y a 40 ans, des terres situées dans les environs de la Rouge. Ils ont été expropriés. On les a jetés dehors et on leur a accordé des baux annuels.

Que le député en approuve ou non les dispositions, il n'en reste pas moins que le projet de loi rendrait ces terres aux agriculteurs au moyen du parc national de la Rouge et leur accorderait des baux à long terme pour qu'ils puissent faire des investissements. Il consacrerait 140 millions de dollars à l'amélioration de certaines parties du parc qui appartiennent au gouvernement provincial. Le député dit que la province ne veut pas céder ses terres. D'accord. Même s'il n'est pas d'accord, et même si la province ne cérait pas ses terres, le projet de loi ferait en sorte que 5 000 acres ne puissent plus servir à la construction d'un éventuel aéroport dans l'Est. Il redonnerait des terres aux agriculteurs et en ferait pour toujours des zones agricoles.

Ne serait-ce que pour cette raison fondamentale, et avec l'exemple de Mirabel en tête, le député et son parti devraient appuyer le projet de loi.

Déclarations de députés

M. Tyrone Benskin: Monsieur le Président, je ne suis pas certain de bien comprendre la question, mais j'ai parlé de cet aspect dans mon intervention. Il s'agit de la façon dont le gouvernement présente bon nombre de ses projets de loi, en particulier celui dont nous sommes saisis aujourd'hui. L'idée de rétrocéder des terres aux agriculteurs est intéressante et, me semble-t-il, positive. Toutefois, si cela est fait d'une manière qui nuira à la protection de l'environnement du secteur pour les générations futures et aux lois protectrices qui existent déjà, et si la province n'est pas prête à participer au projet dans ces circonstances, je pense qu'il y aurait lieu de tenir de plus amples discussions. Je pense que le projet de loi devrait être rédigé de manière à ce que l'ensemble des parties puisse dire qu'il sera utile à tout le monde, soit les agriculteurs, les agents de protection de la nature et la population de la région de la rivière Rouge.

•(1055)

M. Mathieu Ravignat (Pontiac, NPD): Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement le discours de mon collègue et je tiens à l'en féliciter.

J'ai tout particulièrement retenu le fait que, de l'autre côté de la Chambre, il semble y avoir deux poids, deux mesures. Le gouvernement se vante souvent de prendre des mesures de conservation, mais il a voté contre un projet de loi proposé par le NPD dans le but de protéger le parc de la Gatineau.

Comment le gouvernement peut-il, d'une part, voter contre une mesure aussi importante qui vise la protection du parc de la Gatineau et, d'autre part, proposer un projet de loi qui ne sera vraiment pas efficace en matière de conservation?

M. Tyrone Benskin: Monsieur le Président, je pense que « deux poids, deux mesures » est l'expression qui s'impose. Je vais faire un cadeau aux députés, un cadeau empreint de connaissances et de sagesse: la politique de deux poids, deux mesures, c'est ce qui caractérise le gouvernement actuel.

Il s'agit de bien faire les choses. Il ne s'agit pas de faire des gagnants et des perdants. Il faut agir dans le meilleur intérêt de toutes les personnes touchées, de toutes les parties en cause. Comme je l'ai dit au député d'en face, il s'agit de faire en sorte que toutes les parties ayant un intérêt dans le secteur visé par le projet de loi puissent avoir le sentiment qu'elles ont fait ce qu'elles devaient faire.

M. Paul Calandra: Monsieur le Président, je vais faire un deuxième essai parce que j'ai l'impression que ni le député ni le NPD comprennent que le projet de loi dont nous sommes saisis concerne essentiellement les 5 000 acres de terrains qui appartiennent au gouvernement fédéral, plus précisément à Transports Canada. Ils devaient servir à la construction d'un aéroport. Ils comptent parmi ceux qui ont fait l'objet de la plus vaste expropriation de l'histoire du pays. C'est de cela qu'il est question. Cela n'a rien à voir avec les terrains provinciaux. Si le gouvernement provincial ne veut pas céder ses terrains, c'est son affaire.

Le projet de loi dont nous sommes saisis concerne exclusivement les milliers d'acres de terrains que le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau a arrachés aux agriculteurs il y a 40 ans en les soumettant à des baux renouvelables annuellement. C'est uniquement de cela qu'il est question dans le projet de loi. On consentirait des baux à long terme aux agriculteurs. Les seuls à dénoncer la mesure, ce sont les environnementalistes. Ils veulent évincer les agriculteurs de la moitié des 5 000 acres afin d'y planter des arbres. C'est de cela qu'il est question.

Le député appuie-t-il bel et bien la position du NPD, qui entraînerait le reboisement de la moitié de ces terrains, faisant en sorte que les agriculteurs qui cultivent ce secteur depuis 400 ans,

dont certains sont ceux-là mêmes qui ont été expropriés il y a 40 ans...

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): À l'ordre, s'il vous plaît. Le temps est écoulé. Le député de Jeanne-Le Ber a la parole.

M. Tyrone Benskin: Monsieur le Président, je prends acte de l'opinion du secrétaire parlementaire. Comme je l'ai déjà dit, il incombe à la Chambre de veiller à ce que toutes les parties en cause puissent s'exprimer et prendre part aux débats. Il est essentiellement là, le problème. Il n'y a pas qu'une seule partie, le gouvernement du Canada. Nous avons un régime pluraliste. Il faut aussi tenir compte des Canadiens que sert la Chambre. Ce sont eux que nous représentons tous, et nous avons le devoir de faire entendre leurs opinions dans cette enceinte.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

•(1100)

[Français]

FORCES ET DÉMOCRATIE

M. Jean-François Larose (Repentigny, FD): Monsieur le Président, je souhaite à tous les citoyens les meilleurs vœux du temps des Fêtes, et je leur dis de ne pas perdre espoir pour 2015.

Malgré un cynisme politique dû à un gouvernement qui n'est pas à l'écoute et à des partis de l'opposition qui multiplient les attaques et perpétuent le manque de décorum, Forces et démocratie se donne le mandat d'écouter les citoyens et de leur donner le pouvoir qui leur appartient.

C'est en collaborant avec les citoyens et en les écoutant que nous allons réussir à bâtir des assises solides pour une prospérité collective durable. C'est en ralliant les forces de nos régions urbaines et rurales que nous allons concevoir un avenir que nous serons fiers de laisser à nos enfants et petits-enfants. C'est en faisant la politique autrement que nous réussirons tous ensemble à créer la richesse que nous méritons.

Bref, c'est le temps d'arrêter de déconstruire et de s'unir afin de bâtir notre avenir.

* * *

[Traduction]

LA CAMPAGNE DES MARMITES DE NOËL DE L'ARMÉE DU SALUT

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à tout le monde la campagne des marmites de Noël de l'Armée du Salut. Depuis plus de 100 ans, la campagne annuelle des marmites de Noël offre aux gens une occasion formidable d'aider les personnes nécessiteuses de leur localité.

La marmite a été utilisée pour la première fois au Canada à St. John's, Terre-Neuve, en 1906. Aujourd'hui, les fameuses marmites à côté desquelles un bénévole agite une clochette sont présentes à plus de 2 000 endroits au Canada.

Les collectes de fonds des Fêtes de l'Armée du Salut contribuent énormément à mettre aussi les familles dans le besoin dans l'esprit des Fêtes. L'Armée du Salut fait le maximum pour qu'aucune famille ne manque de nourriture, que tous les enfants aient des cadeaux sous le sapin et que Noël apporte espoir et réconfort. Les fonds recueillis dans les marmites servent à acheter de la nourriture pour les dîners de Noël, mais aussi des vêtements, des denrées et des jouets et ils servent, par ailleurs, à offrir de l'aide financière, des refuges et des services de consultation tout au long de l'année.

Je suis bénévole pour la campagne et cela me réchauffe le cœur de voir de jeunes enfants et des adolescents faire un don à la mesure de leurs moyens. Je vous invite vous aussi à donner généreusement lorsque vous entendrez les clochettes de l'espoir.

* * *

RENÉ CHARTRAND

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner la vie remarquable de René Chartrand.

Pendant 21 ans, c'est-à-dire de 1987 à 2008, René a été continuellement présent sur la Colline du Parlement, où il prenait soin d'une colonie de chats qui avait trouvé refuge derrière l'édifice du Centre. Tous les jours, beau temps, mauvais temps, pendant les jours fériés et en dépit des bouclages, René venait nourrir les chats et prendre soin d'eux. Comme il le disait: « Je n'ai pas le droit d'être malade, les chats se mettraient en colère si j'étais absent une journée. »

René, qui accueillait les visiteurs du monde entier dans les deux langues officielles, le sourire aux lèvres et le cœur sur la main, est devenu une légende. On le surnommait « l'homme aux chats » du Parlement. En 2003, la Société de prévention canadienne pour la protection des animaux et de l'environnement lui a décerné le prix « héros des animaux ».

René Chartrand est décédé cette semaine à l'âge de 92 ans. Son dévouement et son empathie sont une source d'inspiration pour nous tous.

Je sais que tous les députés se joindront à moi pour souligner la contribution de René à la vie sur la Colline du Parlement.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Dave MacKenzie (Oxford, PCC): Monsieur le Président, j'ai le plaisir d'annoncer à la Chambre que le projet de loi C-483, Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (sortie avec escorte), a franchi, hier, l'étape de la troisième lecture au Sénat. J'aimerais remercier les députés et le Sénat de l'avoir appuyé.

Le projet de loi vise les dispositions concernant les sorties avec escorte des délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité. Désormais, les cas des délinquants continueront de relever de la Commission nationale des libérations conditionnelles pendant la durée de leur peine. Ainsi, les préoccupations des familles des victimes seront entendues et prises en compte lors des décisions concernant les sorties avec escorte des délinquants qui purgent une peine pour avoir commis les crimes les plus horribles. En outre, le projet de loi exige que les décideurs rendent des comptes au sujet de l'approbation ou du rejet des demandes de sortie avec escorte.

J'aimerais particulièrement remercier Kim Hancox, veuve du détective William Hancox, du temps, des efforts et de l'appui qu'elle

Déclarations de députés

nous a accordés à l'égard de ce projet de loi. J'espère voir cette mesure législative devenir loi d'ici peu.

* * *

LES RÉFUGIÉS JUIFS

L'hon. Irwin Cotler (Mont-Royal, Lib.): Monsieur le Président, nous avons récemment souligné le 67^e anniversaire de la résolution des Nations Unies sur le partage territorial, le tout premier plan du genre, qui visait l'établissement de deux États pour deux peuples. Malheureusement, les dirigeants arabes ont déclaré la guerre au nouvel État juif, et ils ont opprimé et expulsé les ressortissants juifs vivant sur leur territoire, créant ainsi deux classes de réfugiés: un groupe de réfugiés arabes palestiniens et un groupe de près de 850 000 réfugiés juifs. Il s'agit d'un exode forcé, qui a été oublié.

Le Canada peut être fier que le premier ministre Paul Martin ait été l'un des premiers chefs d'État occidentaux à reconnaître le triste sort des réfugiés juifs. Récemment, tous les partis à la Chambre ont emboîté le pas. Le 30 novembre dernier, Israël a observé sa première journée nationale de commémoration de l'exode et de l'expulsion des Juifs des États arabes et de l'Iran.

Malheureusement, cela fait 67 ans que cet exode est passé sous silence lorsqu'on relate l'histoire de la paix et de la justice à l'échelle internationale et au Moyen-Orient. Il faut maintenant reconnaître que cet exode a bel et bien eu lieu et prendre des mesures concrètes à cet égard, dans l'intérêt de l'histoire, de la justice et de la paix.

Dans cet esprit de paix, je profite de l'occasion pour souhaiter à tous les députés une joyeuse Hanouka, un joyeux Noël et une bonne année.

* * *

● (1105)

LES ESPÈCES ENVAHISSANTES

M. Dan Albas (Okanagan—Coquihalla, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, la ministre des Pêches et des Océans a annoncé un projet de règlement relatif aux espèces aquatiques envahissantes qui créera de nouveaux outils réglementaires pouvant aider à prévenir la propagation d'espèces envahissantes, dont les moules zébrées et quagga d'eau douce.

Au Sud de la frontière de la Colombie-Britannique, on relève un certain nombre de lacs infestés qui, compte tenu de la popularité de la Colombie-Britannique en tant que destination pour la navigation de plaisance en eau douce, pourraient menacer gravement les nombreux lacs limpides d'eau douce de la Colombie-Britannique. Il faut se le tenir pour dit, les moules d'eau douce envahissantes peuvent détruire les prises d'eau potable. En fait, elles peuvent détruire des écosystèmes aquatiques au complet. Ces nouveaux règlements constitueront une première ligne de défense importante à la frontière de la Colombie-Britannique.

J'aimerais prendre quelques instants pour souligner l'excellent travail de la Commission des eaux du bassin de l'Okanagan et des nombreux habitants de la région qui ont soulevé cette importante question. J'aimerais également remercier mon collègue de Kelowna—Lake Country et la ministre de leur solide appui pour que ces nouveaux règlements deviennent une réalité.

Le gouvernement continuera de protéger les intérêts de la Colombie-Britannique contre les espèces envahissantes et d'appuyer l'environnement et l'infrastructure.

Déclarations de députés

[Français]

LE PRIX CLAUDE-HUOT

Mme Éleine Michaud (Portneuf—Jacques-Cartier, NPD): Monsieur le Président, le 10 décembre dernier, à Saint-Raymond-de-Portneuf, se déroulait la sixième remise du prix Claude-Huot. Ce prix, créé par la Société du patrimoine de Saint-Raymond, souligne les efforts de protection et de conservation du patrimoine bâti de la municipalité.

Je tiens à féliciter les récipiendaires de l'édition 2013, M. Marcel Gilbert et Mme Pierrette Genois, fiers propriétaires d'une magnifique maison de style victorien éclectique construite dans les années 1920.

Cette année, la remise du prix fut particulièrement émouvante, car celui qui en a inspiré la création nous a quittés le 29 septembre dernier, à l'âge de 89 ans.

Je souhaite d'ailleurs offrir mes plus sincères condoléances à M. Daniel Dion, maire de Saint-Raymond et à Mme Christiane Huot, conjointe de M. Dion et fille de M. Huot, ainsi qu'à toute leur famille.

Passionné d'histoire et de géographie, Claude Huot fut le fondateur de la Société du patrimoine de Saint-Raymond. Il était connu pour sa mémoire phénoménale ainsi que son grand amour de sa ville natale, qu'il a partagé avec nous à travers ses nombreux écrits. C'est avec émotion qu'on lui a rendu hommage, le 10 décembre dernier.

Merci pour tout, monsieur Huot. Grâce à la Société du patrimoine de Saint-Raymond, votre travail se poursuivra.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Royal Galipeau (Ottawa—Orléans, PCC): Monsieur le Président, tandis que l'opposition fait de la politique sur le dos des anciens combattants, le gouvernement agit.

[Traduction]

Dans le cadre des huit derniers budgets, le gouvernement a investi plus de cinq milliards de dollars en nouveau financement pour nos vétérans.

[Français]

Notre Plan d'action économique de 2014 alloue 2,1 milliards de dollars aux vétérans et à leur famille.

[Traduction]

Le Comité permanent des anciens combattants a déposé le rapport *La Nouvelle Charte des Anciens combattants: Allons de l'avant*, qui a été adopté à l'unanimité.

[Français]

Grâce à un partenariat avec Service Canada, nos vétérans ont accès à plus de 600 points de service dans tous les coins du pays.

[Traduction]

Nous avons investi 65 millions de dollars pour améliorer le Programme de funérailles et d'inhumation. Nous avons simplifié les modalités du programme pour les successions des anciens combattants et plus que doublé le remboursement maximum des services funéraires pour le faire passer de 3 600 \$ à 7 400 \$.

[Français]

Je tiens à souhaiter un joyeux Noël à tous nos militaires et vétérans, ainsi qu'aux sages citoyens d'Orléans.

[Traduction]

Venez prendre le petit déjeuner avec nous demain matin à la Légion royale canadienne d'Orléans, la légion la plus sympathique de la région.

* * *

L'ÉMISSION THE MARSDEN THEATRE

M. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais signaler à la Chambre des communes qu'aujourd'hui marque la fin d'une ère radiophonique dans la région de Durham, pour ne pas dire au Canada au grand complet. C'est en effet ce week-end que seront diffusés les derniers épisodes de la série *The Marsden Theatre*, animée par le légendaire David Marsden, dit « la barre Mars ».

David Marsden est un pionnier de la radio au Canada. Il a fait ses débuts dans les années 1970 et 1980 à CFNY, la station branchée de l'époque à Toronto. Défenseur de la première heure de la musique canadienne, il a notamment contribué à créer les prix CASBY, qui sont remis aux artistes canadiens sélectionnés par le public. Depuis une dizaine d'année, il est l'un des derniers en Amérique du Nord à animer, sur la station 94,9 — The Rock, à Oshawa, une émission en direct.

Je tiens à remercier David Marsden d'avoir ardemment défendu la musique canadienne durant des décennies. Je le remercie également pour ses choix musicaux éclectiques et son humour grinçant. Je lui souhaite de conserver sa curiosité, et je tiens à lui assurer que nous serons tous là à l'écouter en fin de semaine.

* * *

● (1110)

[Français]

LE PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

M. François Pilon (Laval—Les Îles, NPD): Monsieur le Président, je désire en premier lieu, à l'occasion de cette dernière journée de session en 2014, souhaiter à tous les résidents et résidentes de Laval—Les Îles un joyeux Noël et une merveilleuse année 2015 remplie de bonheur, d'amour, de santé et de prospérité.

En second lieu, j'aimerais également les féliciter pour avoir enduré, au cours des dernières années, les gouvernements successifs libéraux et conservateurs qui ne les ont pas ménagés: perte d'emplois de qualité, endettement des ménages record, augmentation de la pauvreté surtout chez les enfants et les aînés, coupes dans les services au public et abandon complet de la classe moyenne.

Ce ne sont là que quelques-unes des épreuves que mes concitoyens, comme tant d'autres pays, ont dû traverser avec courage et force de caractère.

Je souhaite à chaque concitoyen et concitoyenne de tenir le coup encore quelques mois, car à l'automne 2015 ils auront enfin un gouvernement qui s'occupe d'eux, de leurs besoins et de leurs intérêts: un gouvernement néo-démocrate.

[Traduction]

LA FISCALITÉ

M. Colin Carrie (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens savent que le chef libéral a l'intention de hausser les impôts, faisant ainsi grimper le coût de la vie des familles. Le mois dernier, Bill Casey, un éventuel candidat libéral, a confirmé que le chef libéral hausserait les impôts des familles et sabrerait des programmes afin de financer les coûteuses combines des libéraux. Il s'agit du même Bill Casey qui a déjà déclaré que « l'argent des surplus fédéraux devrait revenir aux Canadiens sous la forme d'allègements fiscaux notables pour les familles [...] » Les électeurs verront clair dans cette manœuvre opportuniste qu'emploie Casey à des fins personnelles.

Les gens de Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley savent qu'ils peuvent compter sur leur député conservateur et sur le premier ministre pour baisser les impôts et défendre les intérêts des familles canadiennes.

* * *

JULIA TURNER

M. Malcolm Allen (Welland, NPD): Monsieur le Président, le 16 décembre, c'est-à-dire mardi prochain, les équipes de hockey midget de la ligue mineure de Welland se joindront aux habitants de la collectivité pour un bon match de hockey en l'honneur de Julia Turner. Julia est morte du cancer il y a trois ans, à l'âge de 15 ans. Elle était une grande amatrice de hockey. Elle travaillait à l'aréna tous les dimanches soirs, et regardait ses amis jouer. Maintenant, ses amis se réunissent chaque année pour jouer à sa mémoire. Ils portent tous du mauve, sa couleur préférée.

Julia était déterminée à aider les membres les moins favorisés de notre collectivité. Elle était très jeune mais, pendant la majeure partie de sa vie, Julia a donné sans compter à sa communauté. Pour célébrer sa vie et son travail, on demande aux gens qui assisteront au match d'apporter des aliments non périssables pour les donner au HOPE Centre de Welland. C'est une cause à laquelle Julia tenait spécialement.

J'aimerais remercier les organisateurs de cette soirée de hockey à Welland, et plus particulièrement la famille et les amis de Julia, de cet hommage touchant à une jeune fille remarquable. J'aimerais également rappeler à tous les députés et les Canadiens de penser aux gens qui sont moins fortunés qu'eux à l'approche de la saison des Fêtes et de songer à faire un don à une banque alimentaire locale. Je sais que cela aurait rendu Julia très heureuse.

* * *

LA FISCALITÉ

M. David Yurdiga (Fort McMurray—Athabasca, PCC): Monsieur le Président, l'économie du Canada se classe parmi les meilleures du monde, et ce, malgré la crise financière mondiale que nous avons dû traverser. Le gouvernement a considérablement réduit le fardeau fiscal des Canadiens en adoptant de judicieuses politiques financières qui ont permis de réduire les dépenses de la fonction publique; les Canadiens en ont donc davantage pour leur argent.

Nous refusons d'exercer une pression sur l'économie en taxant davantage les familles canadiennes, contrairement aux néo-démocrates et aux libéraux qui nous ont souvent demandé d'augmenter les impôts des Canadiens. Ce n'est un secret pour personne: l'opposition souhaite instaurer une taxe sur le carbone qui ferait augmenter les prix d'absolument tout, y compris le prix de l'essence à Victoria, de l'épicerie à Iqaluit et du chauffage à St. John's. Aucun Canadien ne

Déclarations de députés

veut de cette taxe. Le gouvernement ne punira jamais les Canadiens en adoptant la taxe sur le carbone proposée par l'opposition, laquelle ferait disparaître des emplois.

* * *

LE DRAPEAU NATIONAL

L'hon. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner le 50^e anniversaire de l'adoption de notre drapeau national. Le soir du 14 décembre 1964, les députés se sont réunis pour conclure un débat controversé et parfois acrimonieux au sujet de l'engagement pris par le premier ministre Pearson d'adopter un drapeau distinctement canadien.

[Français]

Aujourd'hui, notre drapeau fait consensus parmi la population. Il est devenu un fier symbole de notre identité canadienne, de nos valeurs et de nos aspirations. J'encourage tous les députés et l'ensemble des Canadiennes et Canadiens à découvrir l'histoire de notre drapeau dans toute sa splendeur.

Dans un vote libre à 2 h 15 du matin, le 15 décembre, voici ce que furent les résultats: 125 libéraux ont voté en faveur et un contre; 6 progressistes-conservateurs ont voté en faveur et 73 contre; 19 créditistes ont voté en faveur et 3 contre; 13 néo-démocrates ont voté en faveur et 1 contre.

En tout, 163 députés ont voté en faveur et 78 contre.

[Traduction]

En conclusion, j'espère que nous conviendrons tous que, il y a 50 ans, la Chambre des communes a agi de manière décisive et a pris la bonne décision.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Bob Dechert (Mississauga—Erindale, PCC): Monsieur le Président, les familles de Mississauga et toutes les familles avec enfants dans l'ensemble du Canada bénéficieront de notre nouveau programme d'allègements fiscaux pour les familles. En moyenne, ces allègements s'élèveront à plus de 1 100 \$ par année et bénéficieront principalement aux familles à faible et à moyen revenu. Nous leur donnons le pouvoir de prendre leurs propres décisions.

Cependant, outre son manque d'expérience, le chef libéral a manifesté l'arrogance typique des libéraux en affirmant son intention d'annuler ces réductions d'impôt. Les libéraux enlèveraient cet argent aux familles canadiennes.

Soyons clairs: le Parti conservateur est le seul parti à la Chambre dont les membres laissent aux Canadiens la liberté de prendre leurs propres décisions. Maintenant que nous sommes sur la voie d'équilibrer le budget, nous sommes fiers d'aider les familles à équilibrer le leur.

Questions orales

•(1115)

LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA

M. Dan Harris (Scarborough-Sud-Ouest, NPD): Monsieur le Président, sous le gouvernement conservateur, le Canada a perdu plus de 400 000 emplois, la croissance de l'emploi a été inférieure à 1 % et le taux de chômage chez les jeunes est passé à 13 %. Malgré cela, les conservateurs ne nous ont servi encore cette année que d'autres projets de loi omnibus, d'autres limitations du débat et d'autres scandales sur le plan de l'éthique. Le premier ministre refuse même de rencontrer les dirigeants des provinces.

Voilà pourquoi de plus en plus de Canadiens comptent sur le NPD pour tenir tête aux conservateurs au quotidien. Nous nous sommes battus pour des élections justes, même lorsque les libéraux étaient prêts à battre en retraite. Nous nous sommes opposés aux conservateurs au sujet de la guerre en Irak. Jour après jour, nous leur demandons des comptes au sujet de la corruption, de leurs politiques destructrices d'emplois et de leur incurie par rapport aux anciens combattants.

Des jours meilleurs pointent à l'horizon. Après les prochaines élections, nous aurons droit à un gouvernement au chef expérimenté qui luttera pour un salaire minimum de 15 \$ l'heure et des garderies à 15 \$ par jour.

Pour la nouvelle année, prenons la résolution de chasser les conservateurs du pouvoir.

* * *

LA FISCALITÉ

Mme Eve Adams (Mississauga—Brampton-Sud, PCC): Monsieur le Président, grâce à nous, les familles canadiennes peuvent être certaines que l'argent qu'elles ont durement gagné sera mis à leur disposition. Bientôt, les familles de ma circonscription recevront un peu moins de 2 000 \$ par année pour chaque enfant de moins de 6 ans et 720 \$ par année pour chaque enfant âgé de 6 à 17 ans.

Au lieu d'opter pour des dépenses bureaucratiques, nous avons choisi un plan qui a fait ses preuves: nous investissons directement dans les familles. Nous faisons confiance aux parents, parce que nous sommes convaincus qu'ils investiront dans leurs enfants et qu'ils dépenseront cet argent comme ils le jugent approprié. Nous voulons améliorer la situation des familles et nous continuerons à mettre en place des mesures à cet égard.

Comme je suis la dernière députée à faire une déclaration en 2014, j'aimerais profiter de l'occasion pour souhaiter un très joyeux Noël à tous les Canadiens et remercier très sincèrement les employés des hôpitaux et les premiers répondants qui n'auront pas la chance de passer cette journée spéciale en compagnie de leurs proches.

Joyeux Noël.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

M. David Christopherson (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, hier soir, les Canadiens ont appris la triste nouvelle du suicide d'un autre soldat canadien. Nous adressons tous nos plus sincères condoléances à la famille explorée du caporal Scott Smith, de la BFC Gagetown.

Cette année seulement, le caporal Smith est le 16^e membre des Forces canadiennes à se suicider. Quand le suicide devient plus meurtrier que les talibans, nous avons l'obligation sacrée de poser des questions. Quand le ministre prendra-t-il conscience de la crise qu'il a devant lui et reconnaîtra-t-il que le gouvernement est loin d'en avoir fait assez?

M. James Bezan (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, nos pensées et nos prières accompagnent la famille du caporal Scott Smith, qui fait face à cette perte tragique.

L'affaire fait actuellement l'objet d'une enquête. La disparition de tout membre des Forces armées canadiennes est une tragédie qui touche tous les Canadiens.

Le ministère de la Défense nationale veille à ce que tous les membres des Forces armées canadiennes reçoivent, tout au long de leur carrière, du soutien en matière de santé mentale.

M. David Christopherson (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, le ministre n'écoute pas le vérificateur général, il ne tient pas compte des anciens combattants, et il semble trouver plus intéressant de participer à des séances de photos que d'aider les anciens combattants.

En plus, voilà que les conservateurs acceptent des fonds de la General Dynamics, l'un des plus grands fabricants d'armes du monde, pour financer nos recherches sur la santé mentale en contexte militaire.

Les conservateurs ne comprennent-ils pas que, lorsque nos soldats signent leur engagement et acceptent de mettre leur vie en péril, sans aucune limite, le gouvernement a le devoir sacré de leur fournir les soins appropriés? Les conservateurs ne comprennent-ils pas leur devoir envers les anciens combattants du Canada?

M. James Bezan (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement est résolu à offrir aux militaires les meilleurs soins possibles. Le financement mentionné viendra en aide aux militaires en fonction et aux anciens combattants. Je ne vois pas pourquoi le NPD et l'opposition y trouvent à redire.

Nous ne voudrions surtout pas que le secteur privé cesse de verser des dons aux hôpitaux, par exemple à la fondation du Centre de santé mentale Royal Ottawa.

Contrairement aux libéraux et aux néo-démocrates, je profite de l'occasion pour remercier nos partenaires du secteur privé qui ont à coeur de soutenir les forces armées grâce à leurs dons.

[Français]

Mme Nycole Turmel (Hull—Aylmer, NPD): Monsieur le Président, pendant que les conservateurs tentent d'économiser sur le dos de nos militaires et anciens combattants, plusieurs d'entre eux souffrant de stress post-traumatique sont en détresse, et certains en viennent à mettre fin à leurs jours.

Hier, le caporal Scott Smith s'est enlevé la vie à Gagetown. C'est le 16^e membre des Forces canadiennes à se suicider cette année.

Qu'est-ce que cela va prendre pour que les conservateurs se réveillent et qu'ils accordent le soutien nécessaire à nos militaires et ancien combattants?

Questions orales

● (1120)

[Traduction]

M. James Bezan (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Comme je l'ai dit, monsieur le Président, il s'agit d'une tragédie. Nos pensées et nos prières accompagnent la famille du caporal Scott Smith. Le rapport d'enquête sera publié en temps et lieu.

J'aimerais rappeler à la Chambre que le gouvernement a haussé de plus de 20 % le budget annuel consacré à la santé mentale au sein des forces militaires canadiennes. Nous avons embauché plus de travailleurs en santé mentale, ce qui porte leur nombre à plus de 415. Dernièrement, nous avons accordé à l'Institut de recherche sur la santé des militaires et des vétérans un financement supplémentaire pour qu'il mène plus de recherches en santé mentale.

* * *

LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Mme Nycole Turmel (Hull—Aylmer, NPD): Monsieur le Président, l'enquête sur la mort d'Ashley Smith a dressé un portrait troublant de la situation. Les conservateurs ont pourtant pris un an à formuler une réponse.

Plutôt que de suivre les recommandations du jury, le gouvernement rejette les plus importantes d'entre elles. Les conservateurs n'ont même pas accepté de réduire le recours à l'isolement cellulaire pour les détenus souffrant de maladie mentale.

Au lieu de recycler de vieilles annonces, le ministre va-t-il enfin reconnaître le problème, suivre les recommandations de l'enquêteur et mettre fin à la pratique de l'isolement cellulaire pour les détenus souffrant d'une maladie mentale?

Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC): Monsieur le Président, la mort d'Ashley Smith fut une véritable tragédie. Nos pensées accompagnent la famille Smith.

Pour répondre à la question de l'opposition, le gouvernement a déjà mis en oeuvre plus de la moitié des recommandations formulées dans le rapport du coroner. Nous sommes particulièrement fiers de cette réalisation.

En fait, plus tôt cette année, le gouvernement a lancé un plan d'action sur la santé mentale pour les délinquants sous responsabilité fédérale, afin de répondre aux besoins de ceux-ci grâce à l'évaluation rapide, à la gestion efficace, à l'intervention judicieuse, à la formation continue ainsi qu'à une surveillance étroite.

[Français]

Mme Nycole Turmel (Hull—Aylmer, NPD): Monsieur le Président, les parents auront attendu un an pour rien, un an pour du réchauffé. Pourtant, le jury a été clair:

Que soit totalement interdite la pratique consistant à placer des détenues en isolement de longue durée, à des fins cliniques, de traitement ou d'observation. Le terme « longue durée » devrait être défini comme étant une période excédant 15 jours.

Et le jury n'est pas seul. Des experts renommés en droits de la personne, comme l'honorable Louise Arbour, demandent au gouvernement de mettre fin à sa dépendance à l'isolement en cellule.

Pourquoi le ministre s'entête-il à défendre l'indéfendable et refuse-t-il de mettre fin à cette pratique abusive?

[Traduction]

Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC): Monsieur le

Président, l'isolement préventif est une pratique courante employée dans de nombreux pays occidentaux, et pas seulement au Canada.

Je veux revenir sur le plan d'action sur la santé mentale pour les délinquants sous responsabilité fédérale.

Cette stratégie à cinq piliers a été lancée plus tôt cette année. Elle fait fond sur le solide bilan du gouvernement conservateur, qui veille à ce que les évaluations de la santé mentale soient effectuées rapidement — chose cruciale —, que le personnel reçoive une meilleure formation et que des consultations psychologiques soient offertes.

* * *

*[Français]***LES ANCIENS COMBATTANTS**

M. Sean Casey (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, alors que les conservateurs ont empêché le ministère des Anciens Combattants de dépenser plus de 1 milliard de dollars qui étaient promis aux anciens combattants, nous apprenons qu'ils prévoient dépenser 1,7 milliard de dollars pour un nouvel avion.

La Défense nationale dépense son budget en entier, mais les conservateurs s'assurent que le ministère des Anciens Combattants n'a pas le droit de faire de même.

Pourquoi les conservateurs choisissent-ils toujours les anciens combattants en dernier?

[Traduction]

M. James Bezan (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, contrairement aux libéraux qui ont négligé nos forces armées pendant une décennie de noirceur et aux néo-démocrates qui préféreraient qu'on n'achète jamais d'équipement militaire, nous appuyons notre armée et nous lui fournissons le matériel dont elle a besoin.

Sous le gouvernement libéral précédent, le transport aérien stratégique de nos soldats et des membres de notre Équipe d'intervention en cas de catastrophe aurait dû être assuré par d'autres pays, ou nous aurions été obligés d'utiliser les appareils Antonov de la solution intérimaire pour le transport aérien stratégique pour nous déplacer à l'étranger. Lorsque nous avons été élus pour la première fois, nous avons corrigé cette situation très embarrassante en achetant 4 avions de transport stratégique C-17 Globemaster, 17 appareils de transport aérien tactique C-130J Hercules et 15 hélicoptères de transport lourd Chinook.

M. Sean Casey (Charlottetown, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs préfèrent notamment dépenser 1,7 milliard de dollars pour acheter un nouvel avion plutôt que d'aider nos anciens combattants qui subissent les contrecoups des compressions dans les programmes de première ligne, grâce auxquels ils pouvaient obtenir du soutien financier et médical, de l'aide en cas d'invalidité et de l'appui pour se réorienter. Hier encore, un autre soldat s'est suicidé.

Le ministre des Anciens Combattants continue de défendre les mauvaises mesures qu'il impose aux anciens combattants. C'est lamentable. Ni les anciens combattants ni les Canadiens ne le respectent; tout le pays est dégoûté par ce qu'il fait endurer à nos valeureux anciens combattants.

Quand le ministre démissionnera-t-il?

Questions orales

●(1125)

M. James Bezan (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, nos pensées et nos prières accompagnent les proches du caporal Scott Smith, et une enquête a été lancée sur cette tragédie.

Je tiens à rappeler aux libéraux qu'ils ne sont pas très forts en calcul. Nous avons en fait acheté quatre appareils de transport lourd C-17 pour 1,7 milliard de dollars. Les libéraux devraient refaire leur calcul.

Nous continuerons à investir dans la recherche sur la santé mentale ainsi que dans le soutien en santé mentale destiné à nos soldats et à nos anciens combattants. Nous collaborerons avec les universités et le secteur privé pour être certains que nous utilisons toutes les ressources à notre disposition; nous souhaitons ainsi obtenir les meilleurs résultats possible dans le dossier de la santé mentale de nos militaires.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, le traitement que réservent les conservateurs à nos anciens combattants est une vraie honte nationale. Le ministre a récupéré plus de 1 milliard de dollars qui étaient destinés aux anciens combattants. Il a réduit le ministère à sa plus simple expression en congédiant 1 000 employés de première ligne qui fournissaient des services de santé essentiels. Il a dit à ceux qui souffrent de stress post-traumatique de prendre un numéro. Il a fermé neuf centres de services spécialisés. Les Canadiens sont consternés de voir les conservateurs négliger aussi honteusement les anciens combattants.

Le gouvernement a une obligation sacrée envers les anciens combattants, mais il les a abandonnés. Quand le premier ministre arrêtera-t-il de défendre le ministre et se décidera-t-il enfin à le congédier?

M. Parm Gill (secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement n'a certainement pas à s'excuser d'avoir éliminé la grosse machine et les officines bureaucratiques et d'avoir investi des sommes considérables dans les services et les ressources de première ligne.

Voici un exemple. Nous avons pu éliminer près de 100 postes en cessant d'exiger que les anciens combattants produisent des reçus pour des dépenses dans des domaines comme le déneigement et l'entretien paysager et ménager.

Nous allons continuer d'éliminer les tracasseries administratives et de mettre l'accent sur les prestations et les services que méritent les anciens combattants canadiens.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, pendant que, au Pérou, la ministre de l'Environnement fait valoir l'importance du savoir traditionnel à l'occasion de la conférence sur les changements climatiques, chez nous, le scientifique en chef de la Station de recherche dans l'Extrême-Arctique n'a même pas le droit d'en discuter. Les conservateurs sont même allés jusqu'à supprimer les mots « savoir traditionnel » de la nouvelle Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.

Lorsque la ministre rentrera, après avoir fini d'induire le monde en erreur, elle pourra essayer d'expliquer pourquoi elle n'hésite pas à instrumentaliser la notion de savoir traditionnel pour faire oublier son inaction en matière de lutte contre les changements climatiques alors qu'elle empêche les fonctionnaires chercheurs qui travaillent

dans l'Arctique de mettre en application le savoir traditionnel dans leurs travaux de recherche visant à contrer les changements climatiques ici même, dans notre pays.

M. Colin Carrie (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, c'est ridicule. La ministre est tout à fait favorable à l'utilisation du savoir traditionnel.

Pour la gouverne du député, parlons de leadership. Hier, à Lima, la ministre de l'Environnement a rencontré Ban Ki-moon, qui a salué les efforts du Canada à l'égard des changements climatiques et son soutien continu en vue de la conclusion à ce sujet d'un accord universel et constructif à Paris, en 2015. Il a aussi remercié le Canada de sa contribution récente au Fonds vert pour le climat.

Voilà ce qu'est le leadership. Nous n'avons pas besoin de la taxe sur le carbone néfaste pour l'emploi que préconise le NPD.

M. Murray Rankin (Victoria, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs ont établi qu'ils ne feront preuve d'aucun leadership. Ils ont établi que le NPD a voté contre leurs mauvais budgets qui ne faisaient rien pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce qu'ils n'ont pas établi, c'est s'ils essaient même d'atteindre les objectifs de réduction des émissions. Il est tout simplement impossible d'atteindre les objectifs de Copenhague sans réglementer le secteur pétrolier et gazier, la source d'émissions qui croît le plus rapidement.

Pour l'amour de la planète, vont-ils reconsidérer la décision annoncée par le premier ministre de ne pas réglementer le secteur pétrolier et gazier, qui traduit un manque de vision flagrant?

M. Colin Carrie (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, pour que ce soit bien clair, je répète une fois de plus que le premier ministre a dit que le Canada ne prendrait pas de mesure unilatérale et n'imposerait pas de taxes et de sanctions pécuniaires au secteur pétrolier et gazier.

Par contre, il est clair que le NPD prendrait des mesures unilatérales et placerait les entreprises canadiennes dans une position concurrentielle défavorable, qu'il imposerait une taxe sur le carbone qui serait néfaste pour l'emploi et qu'il compromettrait 275 000 emplois pour les Canadiens. Nous ne ferons pas cela. Nous allons soutenir les familles de travailleurs canadiens.

●(1130)

[Français]

M. Philip Toone (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, NPD): Monsieur le Président, la semaine dernière, le secrétaire général de l'ONU a dit au gouvernement conservateur qu'il fallait en faire plus en ce qui concerne les changements climatiques, mais les conservateurs ont répliqué en annonçant qu'ils ne réglementeraient pas les émissions des pétrolières. D'autres secteurs devront en faire plus pour compenser les excès des industries du gaz et du pétrole.

Pourquoi les conservateurs refusent-ils d'exiger que ces industries fassent leur part pour combattre les changements climatiques?

[Traduction]

M. Colin Carrie (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement, PCC): Une fois de plus, monsieur le Président, c'est ridicule. Pas plus tard qu'hier, Ban Ki-moon a remercié le Canada de sa contribution.

Questions orales

Le problème se situe à l'échelle nord-américaine et nécessite une solution nord-américaine. Nous avons toujours dit que nous collaborerions avec l'administration Obama pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du secteur pétrolier et gazier. Nous sommes le premier gouvernement canadien de l'histoire à réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en appuyant la croissance économique. Nous le ferons sans la taxe sur le carbone néfaste pour l'emploi que réclament le NPD et le Parti libéral, et sans prendre de mesures unilatérales ni imposer de taxes et de sanctions pécuniaires au secteur pétrolier et gazier.

* * *

[Français]

POSTES CANADA

Mme Rosane Doré Lefebvre (Alfred-Pellan, NPD): Monsieur le Président, la majorité des Lavallois n'auront plus de service de livraison postale à domicile dans les prochains mois.

Comme des milliers de Canadiens, les citoyens d'Alfred-Pellan refusent de voir disparaître la livraison du courrier pour des raisons idéologiques. Le gouvernement conservateur sait très bien que ce sont les personnes âgées et à mobilité réduite qui sont les premières victimes de ces mesures.

Alors, pourquoi le gouvernement conservateur se fait-il complice de ces compressions et ne fait-il rien pour rétablir le service postal des Lavalloises et Lavallois?

[Traduction]

M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC): Monsieur le Président, je rappelle à la députée que, à l'heure actuelle, les deux tiers des Canadiens ne reçoivent pas leur courrier à domicile.

Postes Canada a pris des mesures conformément à un plan en cinq points, justement parce que la société livre beaucoup moins de lettres qu'avant. En fait, elle en a livré 1,2 milliard de moins en 2013 qu'en 2006. Elle a aussi essuyé des pertes de plusieurs millions de dollars pendant trois ans. La société a la responsabilité législative d'assurer son autonomie financière. Les contribuables, tout comme le gouvernement, s'attendent à ce qu'elle assume cette responsabilité.

[Français]

Mme Hélène LeBlanc (LaSalle—Émard, NPD): Monsieur le Président, il y a un an, les conservateurs ont décidé de mettre fin à la livraison du courrier à domicile et de hausser le prix des timbres juste avant Noël.

Ils ont tourné le dos aux personnes âgées et aux personnes à mobilité réduite en leur disant de se débrouiller, car il y a des entreprises privées qui peuvent leur offrir ce service à 30 \$ par mois. Quel gâchis!

Un an après le début du déploiement de cette réforme irrationnelle, les conservateurs ont-ils saisi la grogne des Canadiens? Vont-ils rétablir le service de courrier à domicile?

[Traduction]

M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC): Monsieur le Président, c'est la deuxième question de suite qui est commanditée par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes.

Je tiens à rappeler à la députée que Postes Canada est une société d'État indépendante. Elle a pris des mesures définies dans son plan en cinq points pour remédier aux pertes de plusieurs millions de dollars qu'elle a subies pendant trois années consécutives en raison

de la baisse importante du nombre de lettres individuelles timbrées. En effet, en 2013, la société a livré 1,2 milliard d'envois de moins qu'en 2006. D'autres services postaux ailleurs dans le monde sont dans la même situation à cause de l'augmentation du nombre de transactions électroniques. Postes Canada se doit d'être autonome sur le plan financier. C'est ce que veulent les contribuables, et nous aussi.

* * *

[Français]

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Mme Anne-Marie Day (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, NPD): Monsieur le Président, lorsque les conservateurs se sont fait élire, ils promettaient à qui voulait l'entendre un fédéralisme de souplesse où les provinces seraient respectées. Pour le Québec, les coupes aveugles dans l'assurance-emploi se sont traduites par un accroissement des demandes d'aide sociale. La réforme unilatérale des transferts en santé représente une perte sèche de 36 milliards de dollars. Encore une fois, les provinces doivent ramasser la facture.

Est-ce cela, le fédéralisme de souplesse des conservateurs?

M. Jacques Gourde (secrétaire parlementaire du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, PCC): Monsieur le Président, notre gouvernement travaille en étroite collaboration avec toutes les provinces et également avec le Québec. Nous avons transféré des montants records aux provinces à cause du déséquilibre fiscal. Cette année, ce sont 19,6 milliards de dollars qui seront transférés à la province de Québec. Nous allons continuer à appuyer toutes les provinces qui en ont besoin.

* * *

[Traduction]

L'INFRASTRUCTURE

Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD): Monsieur le Président, un aller simple sur le nouveau trajet de l'Union Pearson Express coûtera plus de 27 \$, et ce sont des trains au diesel polluants qui sont employés. C'est plutôt pitoyable comme transport en commun.

Les embouteillages coûtent 6 milliards de dollars par année à notre ville. Les infrastructures de l'ensemble de la province ont désespérément besoin de réparations. Or, au lieu de collaborer ensemble dans l'intérêt des Ontariens, les conservateurs et les libéraux se livrent une guerre de mots partisane.

Pourquoi les Canadiens doivent-ils pâtir à cause des disputes puériles des conservateurs avec les provinces?

● (1135)

M. Peter Braid (secrétaire parlementaire pour l'Infrastructure et les Collectivités, PCC): Monsieur le Président, le Nouveau Plan Chantiers Canada permet de soumettre des initiatives depuis mars. Aux termes de ce plan, les provinces peuvent établir leurs priorités en matière de projets d'infrastructure; en fait, elles en ont la responsabilité.

Nous sommes ravis d'avoir reçu, cette semaine, la liste que nous attendions de l'Ontario. Pour la prochaine décennie, l'enveloppe réservée aux projets d'infrastructure de l'Ontario s'élève à 11 milliards de dollars. Nous avons hâte de collaborer étroitement avec l'Ontario afin de renouveler les infrastructures de la province.

*Questions orales***LE COMMERCE INTERNATIONAL**

M. Ryan Cleary (St. John's-Sud—Mount Pearl, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs fédéraux ont demandé à Terre-Neuve-et-Labrador de renoncer aux exigences relatives à la transformation locale afin de pouvoir conclure un accord commercial avec l'Europe. Deux jours plus tard, une entente a été conclue. La province a les documents pour le prouver.

L'entente ne visait pas à dédommager les pêcheurs de leurs pertes, mais à mettre sur pied un fonds de recherche et de commercialisation, afin d'assurer la viabilité de la pêche. L'entente a été annoncée publiquement il y a 14 mois. Aujourd'hui, ô surprise, le gouvernement conservateur dit que Terre-Neuve-et-Labrador a tout faux.

La question évidente, c'est pourquoi le gouvernement n'a-t-il rien dit à l'époque et s'est-il tu jusqu'à aujourd'hui?

L'hon. Rob Moore (ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique), PCC): Monsieur le Président, nous souhaitons la bienvenue au premier ministre Davis et à sa délégation à Ottawa aujourd'hui. Nous espérons avoir une réunion productive plus tard cet après-midi.

Il est ironique que ce soit le député qui s'est opposé à l'accord de libre-échange que nous avons conclu avec l'Union européenne, avant même d'en avoir lu ne serait-ce qu'un seul mot, qui pose cette question. Cela confirme simplement que le NPD n'aime pas et ne comprend pas le commerce. Il ignore le fait que l'Union européenne est le plus grand marché de consommateurs au monde, avec 500 millions de consommateurs, et représente un marché de 25 milliards de dollars par année pour le poisson et les fruits de mer.

Le député doit se rallier à un accord immensément avantageux pour sa province.

M. Ryan Cleary (St. John's-Sud—Mount Pearl, NPD): Monsieur le Président, « lu ne serait-ce qu'un seul mot »? L'accord n'a même pas encore été publié.

Le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador est venu à Ottawa aujourd'hui pour demander au premier ministre de respecter l'engagement qu'il a pris envers ma province. Tout le monde sait que le premier ministre n'est pas l'ami de Terre-Neuve-et-Labrador, mais il a pris un engagement envers notre province, et le gouvernement conservateur a l'obligation de respecter celui-ci. S'il pense que les néo-démocrates à la Chambre resteront les bras croisés et le laisseront rompre cette promesse, le laisseront rompre encore une fois une promesse, le premier ministre devrait y réfléchir à deux fois.

L'hon. Rob Moore (ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique), PCC): Monsieur le Président, l'industrie du poisson et des fruits de mer est l'une des plus importantes de Terre-Neuve-et-Labrador. Neuf mille Terre-Neuviens et Labradoriens dépendent de cette industrie pour leur subsistance. L'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne éliminera les droits de douane, qui atteignent parfois 25 %, ce qui accroîtra les débouchés des pêcheurs sur le plus grand marché du poisson et des fruits de mer au monde.

Quand le député commencera-t-il à défendre les intérêts des pêcheurs de sa province?

* * *

LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Monsieur le Président, de toute évidence, le gouvernement n'a pas respecté sa promesse qui consistait à accueillir au pays, d'ici la fin de l'année,

1 300 réfugiés syriens parrainés par le gouvernement ou par des particuliers. Aujourd'hui, nous avons appris que la religion pourrait jouer un rôle dans la sélection des réfugiés et que le Canada acceptera seulement les minorités religieuses, excluant ainsi, par exemple, les musulmans sunnites.

Je tiens à souligner que c'est le gouvernement actuel qui a créé le poste d'ambassadeur de la liberté de religion. Est-ce que le gouvernement du Canada refuse maintenant d'accorder le statut de réfugié en se fondant sur la religion?

M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens ont entendu des récits déchirants de minorités qui sont persécutées en Irak et en Syrie. Ces gens sont persécutés parce qu'ils font partie d'une minorité ethnique ou religieuse. Il est tout à fait faux de prétendre que nous nous concentrerons sur une seule catégorie de gens.

Cela dit, au cours des dernières années, il y a eu d'innombrables exemples de gens ayant été persécutés en raison de leurs croyances religieuses. Nous accorderons la priorité aux minorités ethniques et religieuses faisant l'objet de persécutions, celles qui sont véritablement à risque, et nous n'avons pas à nous excuser d'agir de la sorte.

* * *

LE SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, la réponse du gouvernement hier à la question concernant l'enquête du coroner de l'Ontario sur le décès d'Ashley Smith était absolument honteuse. Combien de rapports faudra-t-il rédiger, combien d'enquêtes faudra-t-il mener pour que le gouvernement sorte de l'âge des ténèbres?

Mme Arbour, juge à la retraite de la Cour suprême, a dénoncé l'isolement cellulaire, qu'elle considère comme une pratique culturelle barbare. Dans son rapport, le coroner recommande l'abolition de l'isolement cellulaire.

Comment le gouvernement a-t-il pu rejeter cette recommandation clé?

● (1140)

Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai dit plus tôt dans la période des questions, cette affaire est vraiment tragique. Nos pensées et nos prières accompagnent encore la famille Smith.

On a demandé ce que le gouvernement avait fait. Nous avons donné suite à plus de la moitié des recommandations formulées dans le rapport du coroner. Maintenant, nous nous attaquons à d'autres recommandations et nous sommes sur le point d'avoir donné suite aux trois quarts d'entre elles.

Cela dit, plus tôt cette année, le gouvernement a également lancé un Plan d'action sur la santé mentale pour les délinquants sous responsabilité fédérale, qui prévoit notamment l'évaluation en temps opportun, la gestion efficace, des interventions judiciaires, de la formation continue et une structure solide de gouvernance et de surveillance.

Questions orales

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, il n'en demeure pas moins que le gouvernement a rejeté la recommandation clé. Outre la juge Arbour, qui a affirmé que l'isolement cellulaire est une pratique culturelle barbare, l'enquêteur correctionnel a dit que le recours à l'isolement cellulaire pour gérer la maladie mentale était dangereux et qu'il devrait être interdit. Quatorze des 30 suicides qu'il a examinés ont eu lieu lorsque le détenu était en isolement cellulaire.

Quand est-ce que le ministre comprendra que la mesure correctionnelle qu'il sanctionne cause la mort de personnes sous sa garde?

Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC): Monsieur le Président, le député sait bien que l'isolement préventif est une pratique courante dans de nombreux pays occidentaux, pas seulement au Canada.

Cela dit, je voulais revenir quelques instants sur le Plan d'action sur la santé mentale pour les délinquants sous responsabilité fédérale, une stratégie qui repose sur cinq piliers. Comme nous l'avons vu plus tôt cette semaine, dans le cadre de cette stratégie, un protocole d'entente a été conclu entre le Service correctionnel du Canada et un établissement local pour fournir deux lits d'hôpital. Deux lits pour hospitalisation sont disponibles pour accueillir les détenues de pénitenciers pour femmes ayant les besoins les plus pressants en matière de santé mentale. Ces places viennent s'ajouter aux 32 places déjà disponibles dans l'ensemble du pays, y compris en Saskatchewan et au Québec.

* * *

[Français]

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Éloïse Michaud (Portneuf—Jacques-Cartier, NPD): Monsieur le Président, cela fait maintenant cinq semaines que les avions de chasse canadiens ont commencé à bombardier l'Irak. C'est difficile à croire, étant donné le silence du gouvernement.

Aucune mise à jour sur les coûts ou sur la possibilité de prolonger la mission au-delà des six mois prévus initialement n'a été faite. On ne sait même pas si la mission atteint les objectifs établis par le gouvernement. En fait, on ne connaît même pas ses objectifs.

Pourquoi les conservateurs refusent-ils de rendre des comptes aux Canadiens concernant leur mission militaire en Irak?

[Traduction]

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, c'est le présent gouvernement qui a présenté une résolution au Parlement et qui a tenu un débat complet sur le dossier. Nous avons convoqué le comité des affaires étrangères plus tôt. Le ministre de la Défense nationale, l'ambassadeur de la liberté de religion, de hauts fonctionnaires et moi-même étions tous présents. Nous avons régulièrement fait le point sur la mission, à la Chambre. Les Forces armées canadiennes ont organisé de nombreuses séances d'information afin de tenir les Canadiens informés de la situation.

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, le Canada participe à la guerre en Irak depuis septembre dernier. Quatre mois plus tard, il nous manque toujours certains faits fondamentaux. Nous ne savons pas si la mission sera prolongée. On ne nous a pas dit combien coûte cette guerre ou même, au-delà du nombre de bombes et de cibles, quelles sont les répercussions des frappes aériennes sur le terrain.

Pourquoi, après quatre mois de guerre, le gouvernement garde-t-il toujours les Canadiens dans l'ignorance?

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, j'ai été présent à la période des questions tous les jours cette semaine afin de pouvoir rendre des comptes, mais le député d'Ottawa-Centre n'a posé aucune question, je crois, depuis quatre mois.

Nous avons affirmé dès le début que nous rendrions des comptes au Parlement de la façon habituelle au sujet de tous les coûts connexes. En ce qui concerne une prolongation, aucune décision n'a encore été prise. Nous y allons au jour le jour et, bien entendu, nous apportons notre contribution.

Des gens malveillants commettent des actes barbares, et les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes tentent d'y mettre un frein.

* * *

LA CITOYENNETÉ ET L'IMMIGRATION

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, à cause de la crise en Syrie, des millions de réfugiés vulnérables ont désespérément besoin d'aide. Pourtant, nous apprenons aujourd'hui que les conservateurs refusent de prendre de nouveaux engagements parce qu'ils envisagent d'accepter seulement des minorités religieuses. C'est ce que nous avons entendu il y a à peine quelques secondes. L'aide à toutes les personnes dans le besoin, peu importe leur religion, leur origine ethnique et leurs croyances, est une valeur canadienne. Le ministre peut-il confirmer s'il pratique la discrimination religieuse à l'égard des réfugiés?

M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, le député était présent à la Chambre quand j'ai répondu à la même question il y a quelques instants. Il est carrément faux de prétendre que nous nous concentrerons sur une seule catégorie de gens.

Le député et ses collègues néo-démocrates devraient réfléchir à la façon dont ils agissent ici. Ils votent contre toutes les mesures que nous mettons en place pour aider les personnes très vulnérables partout dans le monde. Il est honteux qu'ils se comportent ainsi à la Chambre.

● (1145)

[Français]

Mme Sadia Grogue (Saint-Lambert, NPD): Monsieur le Président, au Canada, nous considérons tout le monde comme des égaux, sans égard à leur religion. Nous ne tournons pas le dos à quelqu'un dans le besoin simplement parce qu'on ne partage pas la même religion.

Quoi qu'en pensent les conservateurs, qui voudraient sélectionner les réfugiés sur une base religieuse, tous les Syriens ont besoin de notre aide. Cette approche est honteuse et scandaleuse.

Est-ce que le ministre va s'engager à accepter plus de réfugiés syriens sans imposer de conditions religieuses?

Questions orales

[Traduction]

M. Costas Menegakis (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, PCC): Monsieur le Président, je crois avoir été très clair jusqu'ici aujourd'hui, mais je vais répéter ce que j'ai dit. Il est tout à fait faux de prétendre que nous nous concentrerons sur une seule catégorie de gens. Cela dit, au cours des dernières années, il y a eu d'innombrables exemples de gens persécutés en raison de leurs croyances religieuses. Nous accorderons la priorité aux minorités ethniques et religieuses faisant l'objet de persécutions, celles qui sont véritablement à risque, et nous n'avons pas à nous excuser d'agir de la sorte.

Ce qui est honteux, c'est que le NPД continue de voter contre toutes les mesures que nous présentons à la Chambre.

* * *

LA FISCALITÉ

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement sait que les familles canadiennes sont les mieux placées pour savoir quoi faire avec leur argent. C'est là l'une des différences fondamentales qui existent entre notre parti et le Parti libéral. C'est pour cela que le gouvernement a pris des mesures concrètes pour réduire les impôts des familles canadiennes, notamment l'allègement fiscal pour les familles.

Le dévoué secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social peut-il nous parler des réductions d'impôt que les libéraux élimineraient s'ils étaient élus?

M. Scott Armstrong (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député de Prince George—Peace River. C'est un collègue remarquable qui travaille d'arrache-pied pour réduire les impôts de toutes les familles canadiennes.

Nous respectons notre promesse d'équilibrer le budget, et nous sommes maintenant en mesure d'accorder des réductions fiscales ciblées aux familles canadiennes afin qu'elles puissent aussi équilibrer leur budget. Ce sont principalement les familles à faible ou à moyen revenu qui profiteront de ces réductions. Par exemple, un chef de famille monoparentale avec deux enfants qui gagne 50 000 \$ par année recevra près de 1 000 \$ supplémentaires grâce à ces mesures.

Les libéraux comptent éliminer ces réductions d'impôt et utiliser l'argent des familles canadiennes pour embaucher des fonctionnaires...

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): À l'ordre, s'il vous plaît. La députée de Newton—Delta-Nord a la parole.

* * *

CBC/RADIO-CANADA

Mme Jinny Jogindera Sims (Newton—Delta-Nord, NPД): Monsieur le Président, en raison des compressions des conservateurs, le conseil d'administration de Radio-Canada a dû encore une fois prendre des décisions difficiles. D'un bout à l'autre du Canada, les gens verront leurs bulletins de nouvelles locaux réduits de presque la moitié, à l'heure du souper. Les collectivités les moins nombreuses seront les plus durement touchées, y compris les anglophones du Québec.

Comment la ministre peut-elle continuer d'appliquer des politiques et des compressions irréflechies qui mettent en péril les nouvelles locales? Ne croit-elle pas que tous les Canadiens méritent des émissions de télévision publique locales de qualité?

M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, comme Hubert Lacroix l'a dit, « la société doit relever les défis du nouvel univers médiatique en évolution rapide auxquels aucun diffuseur conventionnel ne peut échapper. » Les changements à Radio-Canada résultent de la diminution des cotes d'écoute dans certaines tranches d'âge et des recettes publicitaires plus basses que prévu.

Radio-Canada est responsable de gérer elle-même son fonctionnement. C'est ce que pensent les députés de mon parti, et ce serait bien que l'opposition le comprenne aussi.

[Français]

M. Guy Caron (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, NPД): Monsieur le Président, le téléjournal régional de 18 heures, c'est une institution. C'est le seul moment où le gens de l'Est du Québec entendent parler d'eux et de leur milieu de vie.

Les compressions à Radio-Canada avaient jusqu'à maintenant épargné les éditions régionales du téléjournal. Il ne faut pas rêver: quand on s'abonne 115 millions de dollars, on ne peut pas croire que notre diffuseur public va pouvoir tout faire partout.

Quand la ministre va-t-elle enfin réaliser les conséquences de ses politiques irréflechies sur les gens de l'Est du Québec qui tiennent à leur diffuseur public?

[Traduction]

M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, je connais un groupe, de l'autre côté de la Chambre, qui aime certainement entendre parler de lui.

Les changements à Radio-Canada résultent de la diminution des cotes d'écoute dans certaines tranches d'âge et des recettes publicitaires plus basses que prévu. Nous sommes conscients du rôle important joué par Radio-Canada dans les régions éloignées, au pays. Radio-Canada a la responsabilité de leur fournir des services, et c'est ce que nous allons lui permettre de faire.

[Français]

M. Pierre-Luc Dusseault (Sherbrooke, NPД): Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire ne comprend absolument rien. Si Radio-Canada exerce des coupes, c'est parce que les conservateurs ont coupé ses fonds. Les réalités de Sherbrooke et de Montréal ne sont pas les mêmes. S'il y a 30 minutes de moins à un bulletin régional d'une heure, le calcul n'est pas compliqué, on coupe de moitié la voix de notre région. Radio-Canada est là pour nous informer, et elle nous appartient collectivement.

Est-ce que la ministre va enfin comprendre que les gens de l'Estrie, tout comme l'ensemble des Canadiens, tiennent à leurs nouvelles régionales?

• (1150)

[Traduction]

M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, nous savons très bien que les petites collectivités et les régions éloignées ont besoin de certains services. C'est pourquoi Radio-Canada dispose, pour fournir ses services, de plus de 1 milliard de dollars par année qui lui viennent du gouvernement fédéral et de ses recettes publicitaires.

Le plus intéressant, dans tout cela, c'est que Radio-Canada est elle-même responsable des services qu'elle fournit, alors nous la laissons s'en occuper sans nous en mêler.

Questions orales

[Français]

M. Yvon Godin (Acadie—Bathurst, NPD): Monsieur le Président, que l'on soit à Moncton ou à Fredericton, le bulletin régional est sacré. Il est sacré parce qu'il parle de nos réalités dans notre langue. Les centres urbains y ont droit; les régions devraient y avoir droit aussi.

Ce n'est pas pour rien que la Cour fédérale a confirmé en septembre que CBC/Radio-Canada est assujettie à la Loi sur les langues officielles. Elle est un vecteur de promotion de nos langues officielles. La saccager, c'est nuire à l'épanouissement de la dualité linguistique du Canada.

Quand la ministre va-t-elle enfin comprendre que Radio-Canada appartient à tous les Canadiens et à toutes les Canadiennes et que c'est leur responsabilité?

[Traduction]

M. Rick Dykstra (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, je vous confirme que le gouvernement est parfaitement au courant que Radio-Canada appartient à tous les Canadiens. C'est une institution de radiodiffusion publique.

Le gouvernement s'attend à ce que Radio-Canada s'acquitte de son mandat de fournir des émissions de qualité aux minorités de langue officielle, conformément à la Loi sur les langues officielles et à la Loi sur la radiodiffusion. Par ailleurs, le CRTC a le pouvoir de veiller à ce que Radio-Canada s'acquitte de son mandat conformément la Loi sur la radiodiffusion.

* * *

LE LOGEMENT

M. Adam Vaughan (Trinity—Spadina, Lib.): Monsieur le Président, en cette période des Fêtes, ce n'est pas seulement à CBC/Radio-Canada qu'on perd des emplois. Aujourd'hui, la Société canadienne d'hypothèques et de logement a annoncé que, à partir d'aujourd'hui, plus de 200 personnes perdront leur emploi à Ottawa.

Au Canada, il y a près d'un quart de million de sans-abri. Pendant cette crise du logement, que fait le gouvernement? Il congédie des personnes responsables de fournir des logements.

Dans la province du ministre, le Manitoba, près de 10 000 personnes, dont la plupart sont des aînés, perdront leur logement au cours des cinq prochaines années.

Il est inacceptable que le gouvernement se contente d'énumérer les ententes qu'il a déjà signées. Le statu quo est inacceptable. Quand le gouvernement cessera-t-il les compressions et recommencera-t-il à construire des logements?

M. Scott Armstrong (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social, PCC): Monsieur le Président, premièrement, je compatis avec les personnes qui ont perdu leur emploi en cette période des Fêtes.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement est une société d'État qui prend ses propres décisions administratives.

Pour ce qui est du logement, nous mettons en oeuvre le programme Logement d'abord, qui vise à loger les Canadiens dans l'ensemble du pays en se fondant sur des données probantes. Ce programme a donné d'excellents résultats. L'opposition devrait appuyer ce programme, parce qu'il donne des résultats pour les Canadiens.

[Français]

LE TRANSPORT AÉRIEN

Mme Christine Moore (Abitibi—Témiscamingue, NPD): Monsieur le Président, alors que les prix du pétrole chutent, les Canadiens se demandent pourquoi les prix des billets d'avion continuent de voler aussi haut. En 2011, les compagnies aériennes canadiennes justifiaient la hausse des prix des billets par la hausse des prix du carburant. Aujourd'hui, le mécanisme ne s'inverse pas. C'est bizarre.

Le gouvernement va-t-il veiller à la transparence des prix dans le secteur aérien au Canada, notamment pour éviter que des gens qui vivent dans des régions éloignées comme l'Abitibi-Témiscamingue continuent de se faire plumer par les transporteurs aériens?

[Traduction]

M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC): Monsieur le Président, la députée saura que, dans le cadre de l'initiative Droits des voyageurs aériens Canada, nous avons mis en place un code de conduite des compagnies aériennes canadiennes. Nous avons pris plusieurs mesures pour assurer la transparence des prix. Ces décisions sont prises par les compagnies aériennes, qui sont des entreprises privées.

J'aimerais cependant indiquer aux députés ce qui ferait grimper en flèche le prix d'un billet d'avion: la taxe sur le carbone de 21 milliards de dollars proposée par le NPD.

* * *

LES NOMINATIONS GOUVERNEMENTALES

M. Adam Vaughan (Trinity—Spadina, Lib.): Monsieur le Président, puisque le gouvernement parle de remettre des avis de congédiement, j'aimerais lui faire quelques suggestions.

La semaine dernière, j'ai posé une question au premier ministre au sujet de Mark McQueen, le président de l'Administration portuaire de Toronto, un homme qui a fait des contributions électorales illégales à son parti. Les lignes directrices pour les personnes nommées par le gouverneur en conseil interdisent expressément les dons à une campagne électorale. Soyons clairs. Les petits copains du premier ministre triés sur le volet ne peuvent pas et ne doivent pas faire de contributions à un parti politique.

Or, il semble que non seulement le président, mais aussi un autre membre de l'administration portuaire ont fait des dons.

C'est une combine de pots-de-vin. Ma question est fort simple. Le Parti conservateur remboursera-t-il ces dons interdits et le premier ministre congédiera-t-il ces deux personnes qui n'ont pas respecté les règles, ne les respectent toujours pas et continueront de les enfreindre?

M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC): Monsieur le Président, la querelle entre M. McQueen et le député dure depuis longtemps et se perpétue maintenant à la Chambre. Les lignes directrices sur l'activité éthique et politique des titulaires d'une charge publique n'interdisent pas l'activité politique. Le député aurait intérêt à les lire.

Questions orales

• (1155)

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

Mme Isabelle Morin (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs n'ont pas seulement réussi l'exploit d'engorger le Tribunal de la sécurité sociale, ils ont aussi créé une condition invraisemblable.

Les chômeurs doivent obligatoirement avoir un avocat pour être représentés au tribunal. Quand on est au chômage et qu'on n'a pas de revenu, a-t-on vraiment les moyens de se payer un avocat?

Le gouvernement va-t-il rapidement réparer cette méchante bêtise et laisser les Canadiens se faire représenter par une personne de leur choix, comme le permettait l'ancien système?

[Traduction]

M. Scott Armstrong (secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social, PCC): Monsieur le Président, le Tribunal de la sécurité sociale sert bien les Canadiens. Nous veillons à ce que les Canadiens de partout au pays, dont beaucoup ayant un handicap grave, obtiennent l'argent dont ils ont besoin. Nous travaillons à faire en sorte qu'ils puissent toucher cette somme rapidement. Nous veillerons à ce que le Tribunal de la sécurité sociale continue d'offrir un excellent service aux Canadiens, particulièrement en cette période des Fêtes.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. David Sweet (Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale, PCC): Monsieur le Président, alors que 2014 tire à sa fin, les Canadiens pourront profiter plus que jamais du temps des Fêtes en sachant que le gouvernement met l'accent sur leurs priorités, à savoir les possibilités économiques et la création d'emplois. Le Plan d'action sur les marchés mondiaux du gouvernement contient des mesures favorables à l'emploi et à l'exportation qui donnent d'excellents résultats.

Le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international pourrait-il informer la Chambre des raisons pour lesquelles 2014 a été une année aussi exceptionnelle au chapitre des échanges commerciaux et des investissements créateurs d'emplois au Canada?

M. Erin O'Toole (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de son travail inlassable dans le dossier des marchés d'exportation pour le Canada.

En 2014, nous avons continué d'éliminer des droits de douane et d'accorder l'accès privilégié aux entreprises canadiennes. Au cours de cette année seulement, les exportateurs et les investisseurs canadiens sont devenus plus concurrentiels en Europe, en Afrique, en Chine, en Corée du Sud, au Honduras et au Chili. 2014 a été une année record sur le plan commercial.

En 2015, nous allons continuer d'appuyer les exportateurs canadiens qui créent un emploi sur cinq dans l'économie canadienne. Nous allons continuer de les aider à soutenir la concurrence et à se démarquer partout dans le monde.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

M. Ted Hsu (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, imaginons que nous perdons du temps parce que nous sommes coincés dans un bouchon. Les Ontariens n'ont pas oublié que le

premier ministre refuse de rencontrer son homologue provinciale pour discuter d'infrastructure.

Imaginons que nous avons besoin d'un meilleur emploi et que cette occasion unique de créer des emplois que représente le Cercle de feu nous revienne à l'esprit. Les Ontariens ont besoin que tous les ordres de gouvernement n'essent leurs forces à l'égard des grandes infrastructures afin de créer des emplois, de nous permettre de mieux soutenir la concurrence et d'améliorer la qualité de vie des familles canadiennes. Sans aller jusqu'à organiser un voyage de pêche, pourquoi le premier ministre refuse-t-il de rencontrer la première ministre de l'Ontario?

M. Peter Braid (secrétaire parlementaire pour l'Infrastructure et les Collectivités, PCC): Monsieur le Président, pas besoin d'imaginer: le gouvernement a bel et bien investi des sommes record dans le transport en commun, à hauteur de plus de 8 milliards de dollars depuis 2006, y compris, bien sûr, dans le réseau de train léger d'Ottawa, qui a bénéficié de l'intervention et du leadership du ministre des Affaires étrangères. Le transport en commun constitue une catégorie admissible à tous les volets du Nouveau Plan Chantiers Canada. Le transport en commun représente un investissement majeur dans l'infrastructure. Il contribue à créer des emplois, à rendre nos villes plus fonctionnelles et à améliorer notre qualité de vie.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Wayne Marston (Hamilton-Est—Stoney Creek, NPD): Monsieur le Président, la publication, aux États-Unis, du rapport sur la torture est une occasion importante pour tous les pays de réaffirmer qu'ils rejettent catégoriquement le recours à la torture. Or, sous le gouvernement conservateur, les organismes canadiens de sécurité, qui rejetaient l'information obtenue sous la torture et avaient des politiques pour signaler l'information douteuse, sont maintenant autorisés, en vertu d'une directive, à utiliser et à transmettre cette information, même si elle risque d'entraîner la torture de personnes à l'étranger.

Pourquoi le ministre continue-t-il de fermer les yeux sur la torture par procuration avec cette directive?

Mme Roxanne James (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, PCC): Monsieur le Président, c'est totalement faux. Le gouvernement ne ferme pas les yeux sur le recours à la torture et ne la pratique certainement pas.

La responsabilité première des organismes canadiens de sécurité est de protéger la vie et les biens des Canadiens. Si nous obtenons de l'information, peu importe la source, indiquant que la vie de Canadiens est menacée, nous prendrons des mesures pour leur sauver la vie et nous continuerons de veiller à ce que les renseignements obtenus soient examinés et évalués par les spécialistes du renseignement du Canada avant de passer à l'action.

* * *

LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

M. Dave MacKenzie (Oxford, PCC): Monsieur le Président, partout dans le monde, des administrations sont en difficulté et des impasses politiques paralysent la prise de décisions. Hier soir, une impasse au Congrès américain a failli causer l'interruption des activités du gouvernement, interruption qui a été évitée à la toute dernière minute.

Questions orales

En ce dernier jour de séance de 2014, le leader du gouvernement à la Chambre des communes peut-il comparer l'approche productive, dévouée et méthodique de notre Parlement avec l'instabilité économique, les impasses politiques et la paralysie que l'on observe à l'extérieur du Canada?

• (1200)

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, cette année, la création d'emplois, la réduction des impôts et le libre-échange ont été les principaux éléments de notre programme axé sur l'économie. Nous avons poursuivi sur notre lancée en créant, net, plus de 1,2 million d'emplois.

Nous avons doublé le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants en le faisant passer à 1 000 \$. Nous avons bonifié la prestation universelle pour la garde d'enfants en la faisant passer de 100 \$ à 160 \$ par mois.

En matière de libre-échange, nous avons tenu nos promesses en concluant des accords avec la Corée du Sud et le Honduras, ainsi qu'un accord commercial d'envergure avec l'Europe.

Nous avons pris des mesures pour lutter contre la criminalité, protéger les victimes, appuyer les anciens combattants, renforcer la valeur de la citoyenneté canadienne, éliminer les tracasseries administratives et combattre le terrorisme.

Les Canadiens peuvent constater que l'administration du pays est un travail sérieux qui exige un leadership solide.

* * *

[Français]

POSTES CANADA

M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, Ind.): Monsieur le Président, il y a un an, le gouvernement conservateur a accepté que Postes Canada laisse tomber la livraison du courrier à domicile en prétextant la recherche de la rentabilité. Or Postes Canada affiche un bénéfice net de près de 40 millions de dollars pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2014.

On a appris hier à TVA que cet argent servait maintenant à acheter des cadeaux aux journalistes qui ont reçu avant Noël du thé, du café, des timbres, des bas et même des petits camions.

La ministre est-elle d'accord avec cette initiative ridicule dénoncée par les journalistes qu'on tente d'amadouer ou va-t-elle rappeler Postes Canada à l'ordre pour que la priorité aille réellement aux services auxquels la population a droit?

[Traduction]

M. Jeff Watson (secrétaire parlementaire de la ministre des Transports, PCC): Monsieur le Président, je rappelle au député que bien entendu, Postes Canada est un organisme indépendant. Les décisions prises par cet organisme, y compris dans ce cas-ci, lui sont propres.

* * *

[Français]

LE TRANSPORT

Mme Maria Mourani (Ahuntsic, Ind.): Monsieur le Président, dans le domaine du transport des personnes, une entreprise internationale, Uber, a mis en place un système qui favorise le travail au noir et bafoue les règles de perception de la TPS et des taxes provinciales, et ce, à Montréal, Toronto et Vancouver. Cela est

inéquitable, notamment pour les chauffeurs et propriétaires de taxi qui paient leur juste part à l'État.

La ministre du Revenu national va-t-elle intervenir afin que Revenu Canada établisse un plan d'action pancanadien pour mettre au pas Uber et contrôler tous les individus qui transportent des personnes afin qu'ils paient leur juste part à l'État?

[Traduction]

M. Gerald Keddy (secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, PCC): Monsieur le Président, l'ARC prend l'évasion fiscale très au sérieux. Nous nous attendons à ce que tous les Canadiens paient leurs impôts ici, au Canada. Nous nous attendons à ce que toutes les entreprises et tous les particuliers paient leurs impôts, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour nous assurer qu'il en soit ainsi.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

M. Jean-François Larose (Repentigny, FD): Monsieur le Président, la COSEPAC recommande que les bélugas soient inscrits comme espèce en voie de disparition, mais la ministre des Pêches et des Océans dit qu'il faut attendre que des consultations et des analyses soient faites.

Des consultations avec qui? Les magnats du pétrole? Quelle analyse sera plus crédible que celles d'experts scientifiques? Quand la ministre va-t-elle se déniaiser et mettre les bélugas sur la liste des espèces en voie de disparition?

[Traduction]

M. Colin Carrie (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement est déterminé à protéger l'environnement. C'est pourquoi nous avons lancé le nouveau Plan national de conservation, qui permettra aux Canadiens de veiller à la conservation et à l'assainissement des terres et des eaux, et de resserrer les liens entre les citoyens et les espaces naturels.

Nous avons également créé deux aires marines de conservation nationales, trois zones de protection marine, trois réserves fauniques nationales, quatre parcs nationaux, ainsi qu'un lieu historique national.

Il est honteux que les députés de l'opposition n'appuient pas la création de parcs nationaux. Par exemple, nous avons appris dans les médias qu'ils s'opposent même à la création du parc national de la Rouge. C'est honteux.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de l'honorable Paul Davis, premier ministre, et de l'honorable Keith Hutchings, ministre des Affaires municipales et intergouvernementales et registraire général de Terre-Neuve-et-Labrador.

Des voix: Bravo!

*Affaires courantes***RECOURS AU RÈGLEMENT**

QUESTIONS ORALES

M. Jamie Nicholls (Vaudreuil—Soulanges, NPD): Monsieur le Président, j'ai remarqué que le gouvernement avait mentionné à deux reprises, pendant la période des questions, l'absence ou la présence d'un député à la Chambre. J'aimerais rappeler aux députés chevronnés qu'ils ne peuvent pas mentionner la présence ou l'absence d'un député.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Je remercie le député de son intervention.

Je ne me souviens pas des deux occurrences qu'il mentionne, mais nous le remercions de son conseil. Je suis certain que les députés s'efforceront d'éviter de telles mentions à l'avenir.

AFFAIRES COURANTES

• (1205)

[Traduction]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Dan Albas (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 13 pétitions.

* * *

PÉTITIONS

L'AGRICULTURE

M. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition qui porte sur le droit des petites exploitations agricoles familiales de conserver, d'utiliser et d'échanger des semences. Les signatures ont été recueillies par Développement et Paix, une organisation qui fait la promotion de la justice sociale. Je suis heureux et honoré de présenter cette pétition au nom de Canadiens inquiets, et j'attends impatiemment la réponse du gouvernement.

L'IRAK

M. David Sweet (Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale, PCC): Monsieur le Président, j'ai entre les mains une pétition signée par des dizaines de Canadiens qui réclament que le gouvernement augmente considérablement et dès maintenant les efforts du Canada pour aider les Yezidis, les Kurdes, les Assyro-Chaldéens, les mandéens, les bahai's, les Shabaks, les Turkmènes et les autres minorités religieuses dans la mire de l'EIIS.

[Français]

POSTES CANADA

Mme Hélène LeBlanc (LaSalle—Émard, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais présenter une pétition concernant la réduction des services à Postes Canada.

L'élimination des services de livraison du courrier à domicile et la hausse du prix des timbres auront des répercussions majeures dans ma circonscription de LaSalle—Émard, qui est densément peuplée. Les gens qui ont signé la pétition, des centaines de mes concitoyens de la circonscription de LaSalle—Émard, demandent à Postes Canada d'explorer d'autres avenues et, surtout, de conserver le service de livraison à domicile.

[Traduction]

L'AGRICULTURE

L'hon. Ralph Goodale (Wascana, Lib.): Monsieur le Président, je dépose une pétition signée par des gens de Regina, de la Saskatchewan et d'autres endroits au pays, qui sont préoccupés par les modifications apportées à la Loi sur les semences et par la protection des obtentions végétales. Ils demandent au Parlement d'inscrire dans la loi les droits inaliénables des agriculteurs et des autres Canadiens de conserver, de réutiliser, de sélectionner, d'échanger et de vendre des semences.

LA CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES

M. Randy Kamp (Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter une pétition signée par des habitants de la grande région de Vancouver. Les pétitionnaires estiment que les dispositions législatives actuelles relatives à la conduite avec capacités affaiblies sont trop clémentes et qu'elles doivent être renforcées par l'imposition de peines minimales obligatoires aux personnes reconnues coupables de conduite avec facultés affaiblies ayant causé la mort.

[Français]

L'INDUSTRIE MINIÈRE

M. Jamie Nicholls (Vaudreuil—Soulanges, NPD): Monsieur le Président, j'ai le grand plaisir de déposer à la Chambre une pétition signée par mes concitoyens, qui demandent que le gouvernement du Canada adopte une loi visant la création d'un ombudsman sur la responsabilité sociale des entreprises canadiennes extractives dans les pays en voie de développement.

[Traduction]

LE FALUN GONG

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter.

La première demande au Parlement d'adopter une résolution visant à établir des mesures pour empêcher le régime communiste chinois d'assassiner de façon systématique des adeptes du Falun Gong afin de prélever leurs organes.

LA CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, les signataires de la deuxième pétition demandent au Parlement de changer la loi afin que l'infraction de conduite avec facultés affaiblies causant la mort devienne un homicide involontaire coupable commis au volant d'un véhicule automobile.

[Français]

POSTES CANADA

M. Hoang Mai (Brossard—La Prairie, NPD): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de me lever aujourd'hui pour présenter une pétition signée par des centaines de personnes de ma circonscription, Brossard—La Prairie. La pétition demande au gouvernement de rejeter le plan de réduction des services de Postes Canada et d'explorer d'autres avenues afin de moderniser le plan d'affaires de la société d'État.

J'aimerais d'ailleurs remercier tous les participants qui se sont présentés lors de la journée de mobilisation et qui continuent à faire signer des pétitions.

Initiatives ministérielles

• (1210)

[Traduction]

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Dan Albas (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, PCC): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): D'accord?

Des voix: D'accord.

L'hon. Peter Van Loan: Monsieur le Président, il y a eu des consultations entre les partis et je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à la Chambre pour déclarer qu'il est 13 h 15.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): D'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LOI SUR LE PARC URBAIN NATIONAL DE LA ROUGE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que le projet de loi C-40, Loi concernant le parc urbain national de la Rouge, soit lu pour la troisième fois et adopté.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Comme il est 13 h 15, je dois, conformément à l'ordre adopté le jeudi 4 décembre, interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toutes les motions nécessaires pour terminer l'étude à l'étape de la troisième lecture du projet de loi C-40, dont la Chambre est saisie.

Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): À mon avis, les oui l'emportent.

Et cinq députés ou plus s'étant levés:

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote par appel nominal est reporté au lundi 26 janvier 2015, à l'heure ordinaire de l'ajournement.

L'hon. Peter Van Loan: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je signale que d'autres consultations ont eu lieu entre les partis, et vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour considérer qu'il est 14 h 30.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): D'accord?

Des voix: D'accord.

Le président suppléant (M. Bruce Stanton): Au nom de tous les membres de la Cité parlementaire, je souhaite aux députés et à leur famille des déplacements sans encombre et un superbe congé pendant les six prochaines semaines.

Comme il est 14 h 30, la Chambre s'ajourne au lundi 26 janvier 2015, à 11 h, conformément aux paragraphes 28(2) et 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 12 h 13.)

ANNEXE

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION
ET L'AFFILIATION POLITIQUE;
COMITÉS DE LA CHAMBRE,
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

OCCUPANTS DU FAUTEUIL

Le Président

L'HON. ANDREW SCHEER

Le Vice-président et président des comités pléniers

M. JOE COMARTIN

Le vice-président des comités pléniers

M. BARRY DEVOLIN

Le vice-président adjoint des comités pléniers

M. BRUCE STANTON

BUREAU DE RÉGIE INTERNE

L'HON. ANDREW SCHEER

MME STELLA AMBLER

L'HON. JOHN DUNCAN

L'HON. DOMINIC LEBLANC

M. PHILIP TOONE

MME NYCOLE TURMEL

L'HON. PETER VAN LOAN

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Ablonczy, L'hon. Diane	Calgary—Nose Hill	Alberta	PCC
Adams, Eve, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Mississauga—Brampton-Sud	Ontario	PCC
Adler, Mark	York-Centre	Ontario	PCC
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique	Nunavut	Nunavut	PCC
Albas, Dan, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	Ontario	PCC
Alexander, L'hon. Chris, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Ajax—Pickering	Ontario	PCC
Allen, Malcolm	Welland	Ontario	NPD
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	PCC
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	Ontario	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	Ontario	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre de la Santé	Edmonton—Spruce Grove	Alberta	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	PCC
Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	PCC
Andrews, Scott	Avalon	Terre-Neuve-et-Labrador	Ind.
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	Ontario	NPD
Armstrong, Scott, secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	Nouvelle-Écosse	PCC
Ashfield, L'hon. Keith	Fredericton	Nouveau-Brunswick	PCC
Ashton, Niki	Churchill	Manitoba	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	Ontario	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	Colombie-Britannique	NPD
Aubin, Robert	Trois-Rivières	Québec	NPD
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	Québec	NPD
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	PCC
Barlow, John	Macleod	Alberta	PCC
Bateman, Joyce	Winnipeg-Centre-Sud	Manitoba	PCC
Bélangier, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Québec	Ind.
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	Alberta	PCC
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	Québec	NPD
Bergen, L'hon. Candice, ministre d'État (Développement social)	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)	Beauce	Québec	PCC
Bevington, Dennis	Territoires du Nord-Ouest	Territoires du Nord-Ouest	NPD
Bezan, James, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Selkirk—Interlake	Manitoba	PCC
Blanchette, Denis	Louis-Hébert	Québec	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane	Pierrefonds—Dollard	Québec	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Lévis—Bellechasse	Québec	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Block, Kelly, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	PCC
Boivin, Françoise	Gatineau	Québec	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	Québec	NPD
Boughen, Ray	Palliser	Saskatchewan	PCC
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	Québec	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	Québec	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	Québec	NPD
Braid, Peter, secrétaire parlementaire pour l'Infrastructure et les Collectivités	Kitchener—Waterloo	Ontario	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	Lib.
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	Québec	NPD
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	Ontario	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire du ministre du Développement international	Newmarket—Aurora	Ontario	PCC
Brown, Patrick	Barrie	Ontario	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	Manitoba	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	Ontario	PCC
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales	Oak Ridges—Markham	Ontario	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	Alberta	PCC
Cannan, L'hon. Ron	Kelowna—Lake Country	Colombie-Britannique	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	Ontario	PCC
Caron, Guy	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	Québec	NPD
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement	Oshawa	Ontario	PCC
Casey, Sean	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Cash, Andrew	Davenport	Ontario	NPD
Chan, Arnold	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	Ontario	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	NPD
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	Ontario	PCC
Choquette, François	Drummond	Québec	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	Ontario	NPD
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	Saskatchewan	PCC
Cleary, Ryan	St. John's-Sud—Mount Pearl	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor	Parry Sound—Muskoka	Ontario	PCC
Comartin, Joe, Le vice-président	Windsor—Tecumseh	Ontario	NPD
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	Québec	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crockatt, Joan	Calgary-Centre	Alberta	PCC
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Nouvelle-Écosse	Lib.
Daniel, Joe	Don Valley-Est	Ontario	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	Ontario	PCC
Davies, Don	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	NPD
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Mississauga—Erindale	Ontario	PCC
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ontario	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	Québec	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	Colombie-Britannique	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	Québec	NPD
Dreeshen, Earl	Red Deer	Alberta	PCC
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	Québec	NPD
Dubourg, Emmanuel	Bourassa	Québec	Lib.
Duncan, L'hon. John, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	Alberta	NPD
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	Québec	NPD
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	St. Catharines	Ontario	PCC
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eglinski, Jim	Yellowhead	Alberta	PCC
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Falk, Ted	Provencher	Manitoba	PCC
Fantino, L'hon. Julian, ministre des Anciens Combattants	Vaughan	Ontario	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international	Abbotsford	Colombie-Britannique	PCC
Findlay, L'hon. Kerry-Lynne D., ministre du Revenu national	Delta—Richmond-Est	Colombie-Britannique	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Fletcher, L'hon. Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	Manitoba	PCC
Foote, Judy	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	Québec	FD
Freeland, Chrystia	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	Québec	NPD
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	Ontario	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	PCC
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	NPD
Genest, Réjean	Shefford	Québec	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	Québec	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	NPD
Gill, Parm, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Brampton—Springdale	Ontario	PCC
Glover, L'hon. Shelly, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Saint-Boniface	Manitoba	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	PCC
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	PCC
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	Ontario	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	PCC
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	Québec	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	Ontario	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	Québec	NPD
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	NPD
Harris, Jack	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	Québec	Ind.
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	Alberta	PCC
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	Ontario	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	Alberta	PCC
Hoback, Randy	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Holder, L'hon. Ed, ministre d'État (Sciences et Technologie)	London-Ouest	Ontario	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapuskasing	Ontario	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	PV
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	Québec	NPD
James, Roxanne, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Scarborough-Centre	Ontario	PCC
Jones, Yvonne	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	Colombie-Britannique	PCC
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kellway, Matthew	Beaches—East York	Ontario	NPD
Kenney, L'hon. Jason, ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Kent, L'hon. Peter	Thornhill	Ontario	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Lake, L'hon. Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	Alberta	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Manitoba	Lib.
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	Québec	FD
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	Ontario	PCC
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	Québec	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	Québec	NPD
Leef, Ryan	Yukon	Yukon	PCC
Leitch, L'hon. K. Kellie, ministre du Travail et ministre de la Condition féminine	Simcoe—Grey	Ontario	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	PCC
Leslie, Megan	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	Ontario	PCC
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	NPD
Lizon, Wladyslaw	Mississauga—Est—Cooksville	Ontario	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	Ontario	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	Ontario	PCC
Maguire, Larry	Brandon—Souris	Manitoba	PCC
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	Québec	NPD
Marston, Wayne	Hamilton—Est—Stoney Creek	Ontario	NPD
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Mathyssen, Irene	London—Fanshawe	Ontario	NPD
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McColeman, Phil	Brant	Ontario	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Kamloops—Thompson— Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
Menegakis, Costas, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Richmond Hill	Ontario	PCC
Michaud, Éline	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	NPD
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	Québec	NPD
Moore, L'hon. James, ministre de l'Industrie	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, L'hon. Rob, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	Québec	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	NPD
Mourani, Maria	Ahuntsic	Québec	Ind.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Mulcair, L'hon. Thomas, chef de l'opposition	Outremont	Québec	NPD
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	NPD
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	Ontario	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil-Soulanges	Québec	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Défense nationale	Niagara Falls	Ontario	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	Ontario	PCC
Nunez-Melo, José	Laval	Québec	NPD
Obhrai, L'hon. Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne	Calgary-Est	Alberta	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Finances	Eglinton—Lawrence	Ontario	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	Nouveau-Brunswick	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	Ontario	PCC
O'Toole, Erin, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	Durham	Ontario	PCC
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Ind.
Papillon, Annick	Québec	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie	Mégantic—L'Érable	Québec	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	Québec	BQ
Payne, LaVar	Medicine Hat	Alberta	PCC
Péclet, Ève	La Pointe-de-l'Île	Québec	NPD
Perkins, Pat	Whitby—Oshawa	Ontario	PCC
Perreault, Manon	Montcalm	Québec	Ind.
Pilon, François	Laval—Les Îles	Québec	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poilievre, L'hon. Pierre, ministre d'État (Réforme démocratique)	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	Québec	NPD
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	NPD
Raiitt, L'hon. Lisa, ministre des Transports	Halton	Ontario	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Rankin, Murray	Victoria	Colombie-Britannique	NPD
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Alberta	Ind.
Ravignat, Mathieu	Pontiac	Québec	NPD
Raynault, Francine	Joliette	Québec	NPD
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Rempel, L'hon. Michelle, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	Alberta	PCC
Rickford, L'hon. Greg, ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	Ontario	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	PCC
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	Québec	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	Québec	NPD
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du ministre des Finances.	North Vancouver	Colombie-Britannique ...	PCC
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes ...	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	Ontario	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth.....	Ontario	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest.....	Ontario	PCC
Sellah, Djaouida.....	Saint-Bruno—Saint-Hubert.....	Québec	NPD
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans.....	Egmont	Île-du-Prince-Édouard ...	PCC
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex...	Ontario	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	Alberta	PCC
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor.....	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Sims, Jinny Jogindera.....	Newton—Delta-Nord	Colombie-Britannique ...	NPD
Sitsabaiesan, Rathika.....	Scarborough—Rouge River ...	Ontario	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	Manitoba	PCC
Sopuck, Robert.....	Dauphin—Swan River— Marquette.....	Manitoba	PCC
Sorenson, L'hon. Kevin, ministre d'État (Finances).....	Crowfoot	Alberta	PCC
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	Ontario	PCC
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain.....	Québec	Lib.
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas.....	Colombie-Britannique ...	NPD
Stoffer, Peter.....	Sackville—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Storseth, Brian.....	Westlock—St. Paul	Alberta	PCC
Strahl, Mark, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Chilliwack—Fraser Canyon ...	Colombie-Britannique ...	PCC
Sullivan, Mike.....	York-Sud—Weston	Ontario	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas— Flamborough—Westdale	Ontario	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury.....	Ontario	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon.....	Ontario	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	Manitoba	PCC
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Québec	NPD
Tremblay, Jonathan.....	Montmorency—Charlevoix— Haute-Côte-Nord.....	Québec	NPD
Trost, Brad.....	Saskatoon—Humboldt.....	Saskatchewan	PCC
Trottier, Bernard, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Etobicoke—Lakeshore.....	Ontario	PCC
Trudeau, Justin	Papineau	Québec	Lib.
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord.....	Ontario	PCC
Turnel, Nycole.....	Hull—Aylmer	Québec	NPD
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Multiculturalisme)	Edmonton—Sherwood Park....	Alberta	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien.....	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	PCC
Valeriotte, Frank	Guelph	Ontario	Lib.
Van Kesteren, Dave.....	Chatham-Kent—Essex.....	Ontario	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes.....	York—Simcoe.....	Ontario	PCC
Vaughan, Adam	Trinity—Spadina	Ontario	Lib.
Vellacott, Maurice.....	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	PCC
Wallace, Mike	Burlington	Ontario	PCC
Warawa, Mark	Langley	Colombie-Britannique ...	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Warkentin, Chris	Peace River	Alberta	PCC
Watson, Jeff, secrétaire parlementaire de la ministre des Transports	Essex	Ontario	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	Colombie-Britannique	PCC
Weston, Rodney	Saint John	Nouveau-Brunswick	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	Colombie-Britannique	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	Ontario	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)	Blackstrap	Saskatchewan	PCC
Young, Terence	Oakville	Ontario	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	Colombie-Britannique	PCC
Yurdiga, David	Fort McMurray—Athabasca	Alberta	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	PCC
VACANCE	Peterborough	Ontario	

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Deuxième session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
ALBERTA (28)		
Ablonczy, L'hon. Diane	Calgary—Nose Hill	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre de la Santé	Edmonton—Spruce Grove	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	PCC
Barlow, John	Macleod	PCC
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	PCC
Crockatt, Joan	Calgary-Centre	PCC
Dreeshen, Earl	Red Deer	PCC
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	NPD
Eglinski, Jim	Yellowhead	PCC
Goldring, Peter	Edmonton-Est	PCC
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	PCC
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	PCC
Kenney, L'hon. Jason, ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	PCC
Lake, L'hon. Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	PCC
Obhrai, L'hon. Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne	Calgary-Est	PCC
Payne, LaVar	Medicine Hat	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	PCC
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Ind.
Rempel, L'hon. Michelle, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Calgary-Centre-Nord	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	PCC
Sorenson, L'hon. Kevin, ministre d'État (Finances)	Crowfoot	PCC
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	PCC
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Multiculturalisme)	Edmonton—Sherwood Park	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	PCC
Yurdiga, David	Fort McMurray—Athabasca	PCC
COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)		
Albas, Dan, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor	Okanagan—Coquihalla	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	NPD
Cannan, L'hon. Ron	Kelowna—Lake Country	PCC
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	NPD
Davies, Don	Vancouver Kingsway	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	NPD
Duncan, L'hon. John, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Île de Vancouver-Nord	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international	Abbotsford	PCC
Findlay, L'hon. Kerry-Lynne D., ministre du Revenu national	Delta—Richmond-Est	PCC
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches et des Océans	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	PCC
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	PCC
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Kamloops—Thompson—Cariboo	PCC
Moore, L'hon. James, ministre de l'Industrie	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	PCC
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Lib.
Rankin, Murray	Victoria	NPD
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	North Vancouver	PCC
Sims, Jinny Jogindera	Newton—Delta-Nord	NPD
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas	NPD
Strahl, Mark, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Chilliwack—Fraser Canyon	PCC
Warawa, Mark	Langley	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River	PCC
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)		
Casey, Sean	Charlottetown	Lib.
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre des Pêches et des Océans	Egmont	PCC
MANITOBA (14)		
Ashton, Niki	Churchill	NPD
Bateman, Joyce	Winnipeg-Centre-Sud	PCC
Bergen, L'hon. Candice, ministre d'État (Développement social)	Portage—Lisgar	PCC
Bezan, James, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Selkirk—Interlake	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	PCC
Falk, Ted	Provencher	PCC
Fletcher, L'hon. Steven	Charleswood—St. James—Assiniboia	PCC
Glover, L'hon. Shelly, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Saint-Boniface	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Lib.
Maguire, Larry	Brandon—Souris	PCC
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	PCC
Sopuck, Robert	Dauphin—Swan River—Marquette	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
NOUVEAU-BRUNSWICK (10)		
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	PCC
Ashfield, L'hon. Keith	Fredericton	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Lib.
Moore, L'hon. Rob, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Fundy Royal	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Madawaska—Restigouche	PCC
Weston, Rodney	Saint John	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PCC
NOUVELLE-ÉCOSSE (11)		
Armstrong, Scott, secrétaire parlementaire du ministre de l'Emploi et du Développement social	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Lib.
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique	South Shore—St. Margaret's	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	PCC
Leslie, Megan	Halifax	NPD
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Nova-Centre	PCC
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	NPD
NUNAVUT (1)		
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique	Nunavut	PCC
ONTARIO (105)		
Adams, Eve, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Mississauga—Brampton-Sud	PCC
Adler, Mark	York-Centre	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	PCC
Alexander, L'hon. Chris, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Ajax—Pickering	PCC
Allen, Malcolm	Welland	NPD
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	PCC
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	PCC
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean	PCC
Bélanger, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Lib.
Braid, Peter, secrétaire parlementaire pour l'Infrastructure et les Collectivités	Kitchener—Waterloo	PCC
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire du ministre du Développement international	Newmarket—Aurora	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Brown, Patrick	Barrie	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	PCC
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales	Oak Ridges—Markham	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	PCC
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement	Oshawa	PCC
Cash, Andrew	Davenport	NPD
Chan, Arnold	Scarborough—Agingcourt	Lib.
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor	Parry Sound—Muskoka	PCC
Comartin, Joe, Le vice-président	Windsor—Tecumseh	NPD
Daniel, Joe	Don Valley-Est	PCC
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	PCC
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Mississauga—Erindale	PCC
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	NPD
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Lib.
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	St. Catharines	PCC
Fantino, L'hon. Julian, ministre des Anciens Combattants	Vaughan	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Haldimand—Norfolk	PCC
Freeland, Chrystia	Toronto-Centre	Lib.
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Gill, Parm, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Brampton—Springdale	PCC
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	NPD
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	NPD
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	PCC
Holder, L'hon. Ed, ministre d'État (Sciences et Technologie)	London-Ouest	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	PV
James, Roxanne, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Scarborough-Centre	PCC
Kellway, Matthew	Beaches—East York	NPD
Kent, L'hon. Peter	Thornhill	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	PCC
Leitch, L'hon. K. Kellie, ministre du Travail et ministre de la Condition féminine	Simcoe—Grey	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	PCC
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	PCC
Lizon, Wladyslaw	Mississauga-Est—Cooksville	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	PCC
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Mathyssen, Irene	London—Fanshawe	NPD
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Lib.
McColeman, Phil	Brant	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Lib.
Menegakis, Costas, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Richmond Hill	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Défense nationale	Niagara Falls	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Finances	Eglinton—Lawrence	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	PCC
O'Toole, Erin, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	Durham	PCC
Perkins, Pat	Whitby—Oshawa	PCC
Poillievre, L'hon. Pierre, ministre d'État (Réforme démocratique)	Nepean—Carleton	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre des Transports	Halton	PCC
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rickford, L'hon. Greg, ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	PCC
Sitsabaiesan, Rathika	Scarborough—Rouge River	NPD
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	PCC
Sullivan, Mike	York-Sud—Weston	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Trottier, Bernard, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Etobicoke—Lakeshore	PCC
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord	PCC
Valeriote, Frank	Guelph	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	PCC
Vaughan, Adam	Trinity—Spadina	Lib.
Wallace, Mike	Burlington	PCC
Watson, Jeff, secrétaire parlementaire de la ministre des Transports	Essex	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	PCC
Young, Terence	Oakville	PCC
VACANCE	Peterborough	
QUÉBEC (75)		
Aubin, Robert	Trois-Rivières	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	NPD
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	Ind.
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	NPD
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)	Beauce	PCC
Blanchette, Denis	Louis-Hébert	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane	Pierrefonds—Dollard	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	Lévis—Bellechasse	PCC
Boivin, Françoise	Gatineau	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	NPD
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	NPD
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	NPD
Caron, Guy	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	NPD
Choquette, François	Drummond	NPD
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Lib.
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	NPD
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	NPD
Dubourg, Emmanuel	Bourassa	Lib.
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	NPD
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	FD
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	NPD
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Genest, Réjean	Shefford	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	NPD
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	NPD
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	Ind.
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	NPD
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	FD
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	NPD
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	PCC
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	NPD
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	NPD
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	NPD
Michaud, Élane	Portneuf—Jacques-Cartier	NPD
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	NPD
Mourani, Maria	Ahuntsic	Ind.
Mulcair, L'hon. Thomas, chef de l'opposition	Outremont	NPD
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil—Soulanges	NPD
Nunez-Melo, José	Laval	NPD
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Ind.
Papillon, Annick	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie	Mégantic—L'Érable	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	BQ
Péclet, Ève	La Pointe-de-l'Île	NPD
Perreault, Manon	Montcalm	Ind.
Pilon, François	Laval—Les Îles	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	NPD
Ravignat, Mathieu	Pontiac	NPD
Raynault, Francine	Joliette	NPD
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	NPD
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
Sellah, Djaouida	Saint-Bruno—Saint-Hubert	NPD
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain	Lib.
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	NPD
Tremblay, Jonathan	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	NPD
Trudeau, Justin	Papineau	Lib.
Turmel, Nycole	Hull—Aylmer	NPD

SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Block, Kelly, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Boughen, Ray	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Lib.
Hoback, Randy	Prince Albert	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes	Regina—Qu'Appelle	PCC
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)	Blackstrap	PCC

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (7)

Andrews, Scott	Avalon	Ind.
----------------	--------	------

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.
Cleary, Ryan	St. John's-Sud—Mount Pearl.....	NPD
Foote, Judy.....	Random—Burin—St. George's	Lib.
Harris, Jack	St. John's-Est	NPD
Jones, Yvonne.....	Labrador	Lib.
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls— Windsor.....	Lib.
TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)		
Bevington, Dennis	Territoires du Nord-Ouest	NPD
YUKON (1)		
Leef, Ryan	Yukon.....	PCC

LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 12 décembre 2014 — 2^e Session, 41^e Législature)

ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

Président: Pat Martin
Vice-présidents: Patricia Davidson
 Scott Simms

Charmaine Borg Paul Calandra LaVar Payne Bob Zimmer (10)
 Ray Boughen Tilly O'Neill Gordon Mathieu Ravignat

Membres associés

Diane Ablonczy	Michael Chong	Ed Komarnicki	Gary Schellenberger
Eve Adams	David Christopherson	Daryl Kramp	Craig Scott
Mark Adler	Rob Clarke	Mike Lake	Kyle Seeback
Dan Albas	Joan Crockatt	Guy Lauzon	Bev Shipley
Harold Albrecht	Joe Daniel	Ryan Leef	Devinder Shory
Mike Allen	Bob Dechert	Pierre Lemieux	Joy Smith
Dean Allison	Earl Dreeshen	Chungsen Leung	Robert Sopuck
Stella Ambler	Pierre-Luc Dusseault	Wladyslaw Lizon	Brian Storseth
Rob Anders	Rick Dykstra	Ben Lobb	Mark Strahl
David Anderson	Ted Falk	Tom Lukiwski	David Sweet
Scott Armstrong	Steven Fletcher	James Lunney	David Tilson
Keith Ashfield	Royal Galipeau	Dave MacKenzie	Lawrence Toet
Jay Aspin	Cheryl Gallant	Larry Maguire	Brad Trost
John Barlow	Parm Gill	Colin Mayes	Bernard Trotter
Joyce Bateman	Robert Goguen	Phil McColeman	Susan Truppe
Leon Benoit	Peter Goldring	Cathy McLeod	Dave Van Kesteren
James Bezan	Jacques Gourde	Costas Menegakis	Maurice Vellacott
Kelly Block	Nina Grewal	Larry Miller	Mike Wallace
Peter Braid	Richard Harris	Rick Norlock	Mark Warawa
Garry Breitzkreuz	Laurie Hawn	Deepak Obhrai	Chris Warkentin
Gordon Brown	Bryan Hayes	Gordon O'Connor	Jeff Watson
Lois Brown	Russ Hiebert	Ted Opitz	John Weston
Patrick Brown	Jim Hillyer	Erin O'Toole	Rodney Weston
Rod Bruinooge	Randy Hoback	Joe Preston	David Wilks
Brad Butt	Roxanne James	Anne Minh-Thu Quach	John Williamson
Blaine Calkins	Peter Julian	James Rajotte	Stephen Woodworth
Ron Cannan	Randy Kamp	Scott Reid	Terence Young
John Carmichael	Gerald Keddy	Blake Richards	Wai Young
Colin Carrie	Peter Kent	Andrew Saxton	David Yurdiga
Corneliu Chisu	Greg Kerr		

AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

Président: Chris Warkentin

Vice-présidents: Carolyn Bennett
Jean Crowder

John Barlow
Rob Clarke

Earl Dreeshen
Jonathan Genest-Jourdain

Carol Hughes
Kyle Seeback

Mark Strahl

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Niki Ashton
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Dennis Bevington
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins

Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Joan Crockatt
Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy

Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Mathieu Ravignat

Scott Reid
Blake Richards
Romeo Saganash
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Président: Dean Allison

Vice-présidents: Paul Dewar
Marc Gameau

David Anderson
Lois Brown

Peter Goldring
Laurie Hawn

Hélène Laverdière
Romeo Saganash

Gary Schellenberger

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Stella Ambler
Rob Anders
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong

Rob Clarke
Irwin Cotler
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Don Davies
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Pierre Jacob
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Laurin Liu
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Wayne Marston
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Marc-André Morin
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Ève Pécelet
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid

Blake Richards
Andrew Saxton
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

SOUS-COMITÉ DES DROITS INTERNATIONAUX DE LA PERSONNE

Président: Scott Reid

Vice-présidents: Irwin Cotler
Wayne Marston

Tyrone Benskin

Nina Grewal

Gary Schellenberger

David Sweet

(7)

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Président: Bev Shipley

Vice-présidents: Ruth Ellen Brosseau
Mark Eyking

Malcolm Allen
Earl Dreeshen

Randy Hoback
Pierre Lemieux

LaVar Payne
Francine Raynault

Bob Zimmer

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Niki Ashton
Jay Aspin
Alex Atamanenko
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins

Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Linda Duncan
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Carol Hughes
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp

Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid

Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga

ANCIENS COMBATTANTS

Président: Greg Kerr

Vice-présidents: Peter Stoffer
Frank Valeriote

Sylvain Chicoine
Royal Galipeau

Parm Gill
Laurie Hawn

Bryan Hayes
Wladyslaw Lizon

John Rafferty

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael

Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreesen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Mylène Freeman
Cheryl Gallant
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Pat Martin
Irene Mathysen
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Manon Perreault
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton

Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Soppuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Président: David Tilson

Vice-présidents: Pierre Dionne Labelle
John McCallum

Jay Aspin
Chungsen Leung

Costas Menegakis
Ted Opitz

Jasbir Sandhu
Devinder Shory

Rathika Sitsabaiesan

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie

Andrew Cash
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Don Davies
Libby Davies
Bob Dechert
Earl Dreeschen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Alain Giguère
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian

Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

COMMERCE INTERNATIONAL

Président: Randy Hoback

Vice-président: Don Davies

Ron Cannan
Chrystia Freeland

Nina Grewal
Laurin Liu

Marc-André Morin
Erin O'Toole

Blake Richards
Devinder Shory

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
John Carmichael
Colin Carrie

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Paul Dewar
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki

Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Hélène Laverdière
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Brian Masse
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Mathieu Ravignat
Scott Reid
Andrew Saxton

Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

COMPTES PUBLICS**Président:** David Christopherson**Vice-présidents:** John Carmichael
Yvonne JonesDan Albas
Malcolm AllenJay Aspin
Ted FalkAlain Giguère
Bryan Hayes

Stephen Woodworth

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Lysane Blanchette-Lamothe
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Corneliu ChisuMichael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Pierre-Luc Dusseault
Rick Dykstra
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Dan Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew SaxtonGary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

CONDITION FÉMININE

Président: Hélène LeBlanc

Vice-présidents: Kirsty Duncan
Tilly O'Neill Gordon

Stella Ambler
Niki Ashton

John Barlow
Joan Crockatt

Djaouida Sellah
Susan Truppe

Wai Young

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Lysane Blanchette-Lamothe
Kelly Block
Françoise Boivin
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Jean Crowder
Joe Daniel
Patricia Davidson
Libby Davies
Anne-Marie Day
Bob Dechert
Earl Dreshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Mylène Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Sadia Groguhé
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp

Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Irene Mathysen
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Ted Opitz
Erin O'Toole
Annick Papillon
LaVar Payne
Joe Preston

James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

DÉFENSE NATIONALE**Président:** Peter Kent**Vice-présidents:** Jack Harris
Joyce MurrayJames Bezan
Corneliu ChisuCheryl Gallant
Élaine MichaudRick Norlock
Glenn Thibeault

John Williamson

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
Kelly Block
Ray Boughen
Tarik Brahma
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John CarmichaelColin Carrie
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Randall Garrison
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Christine Moore
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew SaxtonGary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Peter Stoffer
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Président: Harold Albrecht

Vice-présidents: François Choquette
John McKay

Stella Ambler
Dennis Bevington

Colin Carrie
Mylène Freeman

Robert Sopuck
Lawrence Toet

Stephen Woodworth

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Robert Aubin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Robert Chisholm

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreesen
Linda Duncan
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy

Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte

Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

FINANCES**Président:** James Rajotte**Vice-présidents:** Scott Brison
Nathan CullenMark Adler
Mike AllenGuy Caron
Gerald KeddyMurray Rankin
Andrew Saxton

Dave Van Kesteren

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Dan Albas
Harold Albrecht
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu ChisuMichael Chong
Rob Clarke
Raymond Côté
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Emmanuel Dubourg
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Peter KentGreg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Hoang Mai
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
Scott ReidBlake Richards
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE

Président: David Sweet

Vice-présidents: Peggy Nash
Judy Sgro

Joyce Bateman
Raymond Côté

Joe Daniel
Cheryl Gallant

Mike Lake
Brian Masse

Mark Warawa

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Malcolm Allen
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Mauril Bélanger
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Charmaine Borg
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra

Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreesen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Dan Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy

Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Guy Lauzon
Hélène LeBlanc
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
Anne Minh-Thu Quach
James Rajotte
Scott Reid

Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

JUSTICE ET DROITS DE LA PERSONNE

Président: Mike Wallace

Vice-présidents: Françoise Boivin
Sean Casey

Blaine Calkins
Bob Dechert

Robert Goguen
Pierre Jacob

Ève Pécelet
Kyle Seeback

David Wilks

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Randall Garrison
Parm Gill
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Matthew Kellway
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Wayne Marston
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Murray Rankin

Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

LANGUES OFFICIELLES

Président: Michael Chong

Vice-présidents: Yvon Godin
Lise St-Denis

Joyce Bateman
Corneliu Chisu

Joe Daniel
Jacques Gourde

Jamie Nicholls
Nycole Turmel

John Williamson

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Robert Aubin
John Barlow
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan

John Carmichael
Colin Carrie
Rob Clarke
Joan Crockatt
Patricia Davidson
Bob Dechert
Stéphane Dion
Pierre Dionne Labelle
Earl Dreesen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Nina Grewal
Dan Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Alexandrine Latendresse
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid

Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

LIAISON

Président:	Dean Allison	Vice-président:	David Christopherson	
Harold Albrecht	Richard Harris	Ben Lobb	Bev Shipley	(26)
Leon Benoit	Randy Hoback	Pat Martin	David Sweet	
Gordon Brown	Peter Kent	Phil McColeman	David Tilson	
Chris Charlton	Greg Kerr	Larry Miller	Mike Wallace	
Michael Chong	Daryl Kramp	Joe Preston	Chris Warkentin	
Pierre-Luc Dusseault	Hélène LeBlanc	James Rajotte	Rodney Weston	

Membres associés

Mauril Bélanger	Jean Crowder	Marc Garneau	Pierre Nantel
Carolyn Bennett	Nathan Cullen	Randall Garrison	Peggy Nash
Lysane Blanchette-Lamothe	Rodger Cuzner	Yvon Godin	Gordon O'Connor
Françoise Boivin	Patricia Davidson	Jack Harris	Tilly O'Neill Gordon
Garry Breitzkreuz	Don Davies	Kevin Lamoureux	Geoff Regan
Scott Brison	Libby Davies	Alexandrine Latendresse	Judy Sgro
Ruth Ellen Brosseau	Paul Dewar	Lawrence MacAulay	Scott Simms
Gerry Byrne	Stéphane Dion	Hoang Mai	Jinny Jogindera Sims
John Carmichael	Kirsty Duncan	John McCallum	Lise St-Denis
Sean Casey	Wayne Easter	David McGuinty	Peter Stoffer
Robert Chisholm	Mark Eyking	John McKay	Frank Valeriotte
François Choquette	Hedy Fry	Joyce Murray	

SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ

Président:	Dean Allison	Vice-président:		
David Christopherson	Phil McColeman	Joe Preston	Chris Warkentin	(7)
Pat Martin	Larry Miller			

OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Président: Pierre-Luc Dusseault

Vice-présidents: Gerry Byrne
Gordon O'Connor

Mark Adler
Brad Butt

Anne-Marie Day
Jim Hillyer

Larry Maguire
Pat Martin

Bernard Trottier

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Denis Blanchette
Kelly Block
Françoise Boivin
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael

Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Paul Dewar
Earl Dreesen
Linda Duncan
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy

Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Mathieu Ravignat
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Susan Truppe
Nycole Turmel
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

PATRIMOINE CANADIEN

Président: Gordon Brown

Vice-présidents: Stéphane Dion
Pierre Nantel

Rick Dykstra
Jim Hillyer

Irene Mathysen
Kennedy Stewart

John Weston
Terence Young

David Yurdiga

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Charmaine Borg
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitreuz
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan

John Carmichael
Colin Carrie
Andrew Cash
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Matthew Dubé
Ted Falk
Steven Fletcher
Mylène Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian

Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston

James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Wai Young
Bob Zimmer

PÊCHES ET OCÉANS

Président: Rodney Weston

Vice-présidents: Robert Chisholm
Lawrence MacAulay

Ryan Cleary
Patricia Davidson

Randy Kamp
François Lapointe

Ryan Leef
Robert Sopuck

John Weston

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael

Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Bob Dechert
Fin Donnelly
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Yvon Godin
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Gerald Keddy
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton

Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Peter Stoffer
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Philip Toone
Jonathan Tremblay
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

**RESSOURCES HUMAINES, DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET
CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**

Président: Phil McColeman

Vice-présidents: Rodger Cuzner
Jinny Jogindera Sims

Scott Armstrong	Brad Butt	Larry Maguire	Cathy McLeod	(10)
Tarik Brahmi	Sadia Grogue	Colin Mayes		

Membres associés

Diane Ablonczy	Chris Charlton	Randy Kamp	Gary Schellenberger
Eve Adams	Corneliu Chisu	Gerald Keddy	Kyle Seeback
Mark Adler	Michael Chong	Peter Kent	Bev Shipley
Dan Albas	Rob Clarke	Greg Kerr	Devinder Shory
Harold Albrecht	Joan Crockatt	Ed Komarnicki	Rathika Sitsabaiesan
Mike Allen	Joe Daniel	Daryl Kramp	Joy Smith
Dean Allison	Patricia Davidson	Mike Lake	Robert Sopuck
Stella Ambler	Bob Dechert	Guy Lauzon	Brian Storseth
Rob Anders	Earl Dreesen	Ryan Leef	Mark Strahl
David Anderson	Matthew Dubé	Pierre Lemieux	Mike Sullivan
Keith Ashfield	Rick Dykstra	Chungsen Leung	David Sweet
Jay Aspin	Ted Falk	Wladyslaw Lizon	David Wilson
John Barlow	Steven Fletcher	Ben Lobb	Lawrence Toet
Joyce Bateman	Mylène Freeman	Tom Lukiwski	Jonathan Tremblay
Leon Benoit	Royal Galipeau	James Lunney	Brad Trost
James Bezan	Cheryl Gallant	Dave MacKenzie	Bernard Trottier
Lysane Blanchette-Lamothe	Alain Giguère	Irene Mathysen	Susan Truppe
Kelly Block	Parm Gill	Costas Menegakis	Dave Van Kesteren
Ray Boughen	Yvon Godin	Larry Miller	Maurice Vellacott
Alexandre Boulerice	Robert Goguen	Rick Norlock	Mike Wallace
Marjolaine Boutin-Sweet	Peter Goldring	Deepak Obhrai	Mark Warawa
Peter Braid	Jacques Gourde	Gordon O'Connor	Chris Warkentin
Garry Breitzkreuz	Nina Grewal	Tilly O'Neill Gordon	Jeff Watson
Gordon Brown	Dan Harris	Ted Opitz	John Weston
Lois Brown	Richard Harris	Erin O'Toole	Rodney Weston
Patrick Brown	Laurie Hawn	LaVar Payne	David Wilks
Rod Bruinooge	Bryan Hayes	Manon Perreault	John Williamson
Paul Calandra	Russ Hiebert	Joe Preston	Stephen Woodworth
Blaine Calkins	Jim Hillyer	James Rajotte	Terence Young
Ron Cannan	Randy Hoback	Scott Reid	Wai Young
John Carmichael	Roxanne James	Blake Richards	David Yurdiga
Colin Carrie	Peter Julian	Andrew Saxton	Bob Zimmer

RESSOURCES NATURELLES

Président: Leon Benoit**Vice-présidents:** Chris Charlton
Geoff ReganKelly Block
Joan CrockattLinda Duncan
Guy LauzonRyan Leef
Christine Moore

Brad Trost

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
James Bezan
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu ChisuMichael Chong
Rob Clarke
Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Yvon Godin
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Claude Gravelle
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Carol Hughes
Roxanne James
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg KerrEd Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
John Rafferty
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Romeo Saganash
Andrew SaxtonGary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kennedy Stewart
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

SANTÉ

Président: Ben Lobb**Vice-présidents:** Libby Davies
Hedy FryEve Adams
Matthew KellwayWladyslaw Lizon
James LunneyDany Morin
David Wilks

Terence Young

(10)

Membres associésDiane Ablonczy
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu ChisuMichael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Carol Hughes
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Tom Lukiwski
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Wayne Marston
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Christine Moore
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Manon Perreault
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary SchellenbergerKyle Seeback
Djaouida Sellah
Bev Shipley
Devinder Shory
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
Mike Sullivan
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
John Williamson
Stephen Woodworth
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

Président: Daryl Kramp

Vice-présidents: Wayne Easter
Randall Garrison

Diane Ablonczy
John Carmichael

Rosane Doré Lefebvre
Ted Falk

Roxanne James
Rick Norlock

Jean Rousseau

(10)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Charmaine Borg
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie

Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Don Davies
Bob Dechert
Earl Dreshen
Rick Dykstra
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Jack Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
François Pilon
Joe Preston
James Rajotte
Murray Rankin
Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton

Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Soppuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS

Président: Larry Miller

Vice-présidents: Hoang Mai
David McGuinty

Peter Braid
Ed Komarnicki

Isabelle Morin
Mike Sullivan

Jeff Watson
Wai Young

David Yurdiga

(10)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
Robert Aubin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Alexandre Boulerice
Garry Breitreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan

John Carmichael
Guy Caron
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Randy Kamp

Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Pierre Nantel
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte

Scott Reid
Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Bob Zimmer

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Coprésidents: Marie-P. Charette-Poulin
Richard Harris

Vice-coprésidents: Carol Hughes
Scott Simms

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Anne C. Cools
Nicole Eaton

Terry M. Mercer
Michel Rivard

Tyrone Benskin
Ray Boughen
Rod Bruinooge
Réjean Genest
Guy Lauzon

José Nunez-Melo
Brian Storseth
Lawrence Toet
Dave Van Kesteren

(17)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie

Corneliu Chisu
Michael Chong
David Christopherson
Rob Clarke
Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid

Blake Richards
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Coprésidents: Denise Batters
Chris Charlton

Vice-coprésidents: Mauril Bélanger
Garry Breitkreuz

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Céline Hervieux-Payette
Thomas Johnson McInnis
Don Meredith

Wilfred P. Moore
Bob Runciman
David P. Smith

Dan Albas
Rob Anders
Paulina Ayala
Patrick Brown
Rob Clarke

François Pilon
Anne Minh-Thu Quach
Brian Storseth
Maurice Vellacott

(19)

Membres associés

Diane Ablonczy
Eve Adams
Mark Adler
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
David Anderson
Scott Armstrong
Keith Ashfield
Jay Aspin
John Barlow
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Gordon Brown
Lois Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong

Joan Crockatt
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Ted Falk
Steven Fletcher
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Peter Kent
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Larry Maguire
Brian Masse
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Gordon O'Connor
Tilly O'Neill Gordon
Ted Opitz
Erin O'Toole
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Blake Richards

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
David Yurdiga
Bob Zimmer

Comité des présidents des comités législatifs

Le Vice-président et président des comités pléniers

M. JOE COMARTIN

Le vice-président des comités pléniers

M. BARRY DEVOLIN

Le vice-président adjoint des comités pléniers

M. BRUCE STANTON

M. MIKE ALLEN

M. BLAINE CALKINS

MME JEAN CROWDER

M. DON DAVIES

M. BRYAN HAYES

MME HÉLÈNE LAVERDIÈRE

MME IRENE MATHYSSEN

MME JOYCE MURRAY

M. BLAKE RICHARDS

M. BRIAN STORSETH

M. DAVE VAN KESTEREN

M. BOB ZIMMER

MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Stephen Harper	premier ministre
L'hon. Bernard Valcourt	ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
L'hon. Rob Nicholson	ministre de la Défense nationale
L'hon. Peter MacKay	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Rona Ambrose	ministre de la Santé
L'hon. Diane Finley	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. John Baird	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Tony Clement	président du Conseil du Trésor
L'hon. Peter Van Loan	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Jason Kenney	ministre de l'Emploi et du Développement social et ministre du Multiculturalisme
L'hon. Gerry Ritz	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
L'hon. Christian Paradis	ministre du Développement international et ministre de la Francophonie
L'hon. James Moore	ministre de l'Industrie
L'hon. Denis Lebel	ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
L'hon. Leona Aglukkaq	ministre de l'Environnement, ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord et ministre du Conseil de l'Arctique
L'hon. Lisa Raitt	ministre des Transports
L'hon. Gail Shea	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Julian Fantino	ministre des Anciens Combattants
L'hon. Steven Blaney	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
L'hon. Ed Fast	ministre du Commerce international
L'hon. Joe Oliver	ministre des Finances
L'hon. Kerry-Lynne D. Findlay	ministre du Revenu national
L'hon. Shelly Glover	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles
L'hon. Chris Alexander	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. K. Kellie Leitch	ministre du Travail et ministre de la Condition féminine
L'hon. Greg Rickford	ministre des Ressources naturelles et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario
L'hon. Maxime Bernier	ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme, et Agriculture)
L'hon. Lynne Yelich	ministre d'État (Affaires étrangères et consulaires)
L'hon. Gary Goodyear	ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)
L'hon. Rob Moore	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
L'hon. John Duncan	ministre d'État et whip en chef du gouvernement
L'hon. Tim Uppal	ministre d'État (Multiculturalisme)
L'hon. Alice Wong	ministre d'État (Aînés)
L'hon. Bal Gosal	ministre d'État (Sports)
L'hon. Kevin Sorenson	ministre d'État (Finances)
L'hon. Pierre Poilievre	ministre d'État (Réforme démocratique)
L'hon. Candice Bergen	ministre d'État (Développement social)
L'hon. Michelle Rempel	ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)
L'hon. Ed Holder	ministre d'État (Sciences et Technologie)

SÉCRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

Mme Eve Adams	de la ministre de la Santé
M. Dan Albas	du président du Conseil du Trésor
M. David Anderson	du ministre des Affaires étrangères
M. Scott Armstrong	du ministre de l'Emploi et du Développement social
M. James Bezan	du ministre de la Défense nationale
Mme Kelly Block	du ministre des Ressources naturelles
M. Peter Braid	pour l'Infrastructure et les Collectivités
Mme Lois Brown	du ministre du Développement international
M. Paul Calandra	du premier ministre et pour les Affaires intergouvernementales
M. Colin Carrie	de la ministre de l'Environnement
M. Bob Dechert	du ministre de la Justice
M. Rick Dykstra	de la ministre du Patrimoine canadien
M. Parm Gill	du ministre des Anciens Combattants
M. Robert Goguen	du ministre de la Justice
M. Jacques Gourde	du premier ministre, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
Mme Roxanne James	du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile
M. Randy Kamp	de la ministre des Pêches et des Océans
M. Gerald Keddy	de la ministre du Revenu national et pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique
L'hon. Mike Lake	du ministre de l'Industrie
M. Pierre Lemieux	du ministre de l'Agriculture
M. Chungsen Leung	pour le Multiculturalisme
M. Tom Lukiwski	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
Mme Cathy McLeod	de la ministre du Travail et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
M. Costas Menegakis	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Deepak Obhrai	du ministre des Affaires étrangères et pour les Droits internationaux de la personne
M. Erin O'Toole	du ministre du Commerce international
M. Andrew Saxton	du ministre des Finances
M. Mark Strahl	du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
M. Bernard Trotter	de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
Mme Susan Truppe	pour la Condition féminine
M. Jeff Watson	de la ministre des Transports

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 12 décembre 2014

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Loi sur le parc urbain national de la Rouge

Projet de loi C-40. Troisième lecture	10525
Mme Nash	10525
M. Hsu	10526
Mme LeBlanc (LaSalle—Émard)	10526
M. Zimmer	10527
Mme LeBlanc (LaSalle—Émard)	10529
M. Vaughan	10529
M. Galipeau	10529
Mme Groguhé	10530
M. Yurdiga	10530
Mme LeBlanc (LaSalle—Émard)	10530
M. Benskin	10530
M. Calandra	10531
M. Ravignat	10532

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Forces et démocratie

M. Larose	10532
-----------------	-------

La campagne des marmites de Noël de l'Armée du Salut

Mme McLeod	10532
------------------	-------

René Chartrand

M. Dewar	10533
----------------	-------

La sécurité publique

M. MacKenzie	10533
--------------------	-------

Les réfugiés juifs

M. Cotler	10533
-----------------	-------

Les espèces envahissantes

M. Albas	10533
----------------	-------

Le prix Claude-Huot

Mme Michaud	10534
-------------------	-------

Les anciens combattants

M. Galipeau	10534
-------------------	-------

L'émission *The Marsden Theatre*

M. O'Toole	10534
------------------	-------

Le Parti conservateur du Canada

M. Pilon	10534
----------------	-------

La fiscalité

M. Carrie	10535
-----------------	-------

Julia Turner

M. Allen (Welland)	10535
--------------------------	-------

La fiscalité

M. Yurdiga	10535
------------------	-------

Le drapeau national

M. Bélanger	10535
-------------------	-------

La fiscalité

M. Dechert	10535
------------------	-------

Le Nouveau Parti démocratique du Canada

M. Harris (Scarborough-Sud-Ouest)	10536
---	-------

La fiscalité

Mme Adams	10536
-----------------	-------

QUESTIONS ORALES

La défense nationale

M. Christopherson	10536
M. Bezan	10536
M. Christopherson	10536
M. Bezan	10536
Mme Turmel	10536
M. Bezan	10537

Le Service correctionnel du Canada

Mme Turmel	10537
Mme James	10537
Mme Turmel	10537
Mme James	10537

Les anciens combattants

M. Casey	10537
M. Bezan	10537
M. Casey	10537
M. Bezan	10538
M. Easter	10538
M. Gill	10538

L'environnement

M. Cullen	10538
M. Carrie	10538
M. Rankin	10538
M. Carrie	10538
M. Toone	10538
M. Carrie	10538

Postes Canada

Mme Doré Lefebvre	10539
M. Watson	10539
Mme LeBlanc (LaSalle—Émard)	10539
M. Watson	10539

Les relations intergouvernementales

Mme Day	10539
M. Gourde	10539

L'infrastructure

Mme Nash	10539
M. Braid	10539

Le commerce international

M. Cleary	10540
M. Moore (Fundy Royal)	10540
M. Cleary	10540
M. Moore (Fundy Royal)	10540

La citoyenneté et l'immigration

M. Gameau	10540
M. Menegakis	10540

Le Service correctionnel du Canada

M. Easter	10540
Mme James	10540

M. Easter	10541
Mme James.....	10541
La défense nationale	
Mme Michaud	10541
M. Baird.....	10541
M. Dewar.....	10541
M. Baird.....	10541
La citoyenneté et l'immigration	
M. Dewar.....	10541
M. Menegakis.....	10541
Mme Groguhé.....	10541
M. Menegakis.....	10542
La fiscalité	
M. Zimmer.....	10542
M. Armstrong.....	10542
CBC/Radio-Canada	
Mme Sims.....	10542
M. Dykstra.....	10542
M. Caron.....	10542
M. Dykstra.....	10542
M. Dusseault.....	10542
M. Dykstra.....	10542
M. Godin.....	10543
M. Dykstra.....	10543
Le logement	
M. Vaughan.....	10543
M. Armstrong.....	10543
Le transport aérien	
Mme Moore (Abitibi—Témiscamingue).....	10543
M. Watson.....	10543
Les nominations gouvernementales	
M. Vaughan.....	10543
M. Watson.....	10543
L'assurance-emploi	
Mme Morin (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine).....	10544
M. Armstrong.....	10544
Le commerce international	
M. Sweet.....	10544
M. O'Toole.....	10544
L'infrastructure	
M. Hsu.....	10544
M. Braid.....	10544
La sécurité publique	
M. Marston.....	10544
Mme James.....	10544
Les politiques gouvernementales	
M. MacKenzie.....	10544

M. Van Loan.....	10545
Postes Canada	
M. Bellavance.....	10545
M. Watson.....	10545
Le transport	
Mme Mourani.....	10545
M. Keddy.....	10545
L'environnement	
M. Larose.....	10545
M. Carrie.....	10545
Présence à la tribune	
Le président suppléant (M. Bruce Stanton).....	10545
Recours au Règlement	
Questions orales	
M. Nicholls.....	10546

AFFAIRES COURANTES

Réponse du gouvernement à des pétitions	
M. Albas.....	10546
Pétitions	
L'agriculture	
M. McGuinty.....	10546
L'Irak	
M. Sweet.....	10546
Postes Canada	
Mme LeBlanc (LaSalle—Émard).....	10546
L'agriculture	
M. Goodale.....	10546
La conduite avec facultés affaiblies	
Mr. Kamp.....	10546
L'industrie minière	
M. Nicholls.....	10546
Le Falun Gong	
M. Easter.....	10546
La conduite avec facultés affaiblies	
Mr. Easter.....	10546
Postes Canada	
M. Mai.....	10546
Questions au <i>Feuilleton</i>	
M. Albas.....	10547

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Loi sur le parc urbain national de la Rouge	
Projet de loi C-40. Troisième lecture.....	10547
Report du vote sur la motion.....	10547

ANNEXE

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>